



Victor MAC-AULIFFE

7 mars 1870 - 17 décembre 1927

Médecin

Fils de Jean-Marie Mac-Auliffe et de madame, née Trollé — elle était la fille du Dr Trollé médecin sudiste et rédacteur du *Travail*, Victor naquit par hasard à Zanzibar le 7 mars 1870. Son père, Breton de Rennes, était médecin résident à l'établissement thermal de Cilaos. Pour Charles Leal qui l'avait bien connu dans le cirque de Salazie, il était également «*la providence des pauvres d'Hellbourg et l'ami dévoué de tous les voyageurs.*» Arrivé en 1860 à la Réunion, il y prendra sa retraite en 1881.

Victor perd sa mère à 7 ans, qui décède à Hellbourg le 15 octobre 1877 malgré les soins de son mari et de son père. Après des études à la Réunion, il partit à Lyon pour préparer l'école du service de santé militaire. Il y resta 2 ans avant d'être stagiaire au Val de Grâce. Il fut ensuite aide major à Brest.

En 1895, il fit partie de l'expédition militaire française pour la conquête de Madagascar comme médecin. En 1898, il démissionna de l'armée et retourna à la Réunion. Il ouvrit un cabinet à St-Denis et fut autant apprécié que son grand-père ou son père. Mobilisé en 1914, il partit à Madagascar comme adjoint du directeur (le Dr Fontoyont) de l'école de médecine de Tananarive. Puis il fut envoyé en France, au front, accueillant et soignant les blessés à Troyes et à Marseille. Démobilisé le 20 décembre 1918, il retourna à la Réunion l'année suivante où il fit preuve d'héroïsme pendant l'épidémie de grippe espagnole meurtrière de 1919.

Décoré de la médaille commémorative de Madagascar et de la médaille des épidémies, déjà membre associé de l'Académie de la Réunion depuis le 17 juillet 1913, il en est élu membre titulaire le 1^{er} avril 1920. La promotion de juillet 1925 l'accueillit dans la Légion d'Honneur.

Il mourut le 17 décembre 1927, son épouse le suivant dans la tombe quelques mois plus tard, le 4 avril 1928. Suite à une souscription publique, son buste sculpté par Paul Jouvanel, fut inauguré le dimanche 21 juillet 1929 dans le jardin du Secrétariat Général de la Préfecture.

LE MONUMENT MAC-AULIFFE

«Le monument répond à l'attente des souscripteurs. Peut-être le socle est-il de dimensions un peu fortes pour les proportions du buste qui le surmonte. Mais le principal est que soit rempli efficacement le pieux devoir de reconnaissance durable dû à la mémoire du regretté docteur. Sa grande modestie, son exquise simplicité, son caractère élevé aurait été plus touché, certainement, par la preuve de sympathie ainsi donnée que par l'exécution lapidaire du projet qui consacre sa gloire, si belle qu'elle puisse être (...).

Son buste le représente à la fleur de l'âge et tel que nombre de dionysiens l'ont connu jadis. Dans le bas-relief où le docteur exécute une opération chirurgicale, il est dans toute la force de la maturité et de l'expression (...).

Pour célébrer ses mérites, sujet inépuisable, quatre discours n'étaient pas superflus. M. Albert Foucque, au nom du comité, le gouverneur Fabre, le Dr Ozoux, chef du service de santé, le Dr Azéma, président de notre Académie ont rivalisé d'éloquence.

La Paix, 23 juillet 1929

Source

M. Guignard in *Académie de la Réunion* vol. 8, 1925

Illustration : Buste de V. Mac-Auliffe à St-Denis



Gabriel MACE

1^{er} juin 1906 - 12 février 1968

Député maire de St-Denis

Marie-Emile-Gabriel Macé est né à St-Denis le 1^{er} juin 1906. Ce notaire et chef scout s'engagea totalement pendant la période de Vichy. Pétainiste convaincu, collaborateur à *Chantecler*, apôtre de la «splendide Révolution Nationale», il partagea pleinement la formule du maréchal Pétain prononcée le 13 août 1940 : «*Pour nous tous la patience est peut-être aujourd'hui la forme la plus nécessaire du courage*». Pour lui la confiance dans la France c'était la confiance dans le maréchal. Et il traîna toute sa vie (politique) les conséquences de ce mauvais choix. Aussi, dans l'article annonçant sa mort paru dans *Hebdo Bourbon* — son journal —, l'éditorialiste revint à la charge : «*Certains esprits rétrogrades lui reprochent encore sa position à un moment de l'histoire française où la Réunion éloignée de la métropole, complètement coupée du monde extérieur, loin des grands courants de l'information, nageait en pleine confusion. Il a, à cette époque, défendu sincèrement ce qu'il croyait être l'intérêt de la patrie. A moins d'être de mauvaise foi, qui aujourd'hui songerait à le lui reprocher ?*»

Après des études de droit, ce receveur à l'enregistrement épousa en 1933 Marie-Thérèse Martin. En 1935, il acheta une étude de notaire. Sa carrière politique d'après-guerre débuta le 2 octobre 1949. Il se fit alors élire conseiller général de St-Joseph. Il abandonna le Sud en 1959 pour se présenter aux municipales à St-Denis après la déliquescence de l'équipe dionysienne de Maxime Vallon-Hoarau. Le 8 mars, au premier tour, sa liste intitulée Union Nationale d'Administration Communale (UNAC) et qui regroupait cinq socialistes, arriva en deuxième position derrière celle du Parti Communiste. Au deuxième tour le 15 mars, sa liste l'emporta malgré le maintien d'une autre liste de droite menée par Mme Jules Olivier et MM. Paris et Vauthier. C'est l'Eglise qui assura son succès. En effet la consigne «*tout le monde doit faire bloc au second tour sur la liste qui a obtenu le plus de voix au premier tour*» fut largement suivie. Macé fut élu maire le 18 mars 1959.

Mais ce succès avait un double goût amer pour maître Macé ; à chacun des deux tours, il termina bon dernier de sa liste. Les communistes l'appelèrent *Macé-la-queue*. Mais plus grave fut la nuit d'émeute qui salua la victoire de la liste nationale et au cours de laquelle le jeune communiste de 18 ans, Eliard Laude, trouva la mort.

Macé fut un mal-aimé ; il fut battu dans l'élection à la présidence du Conseil Général en 1966 pour remplacer Roger Payet. Grand favori, il fut devancé par M. Cerneau. Et

MACE

puis commença le feuilleton des accusations de fraude. Le 18 septembre 1960, Macé et son Conseil Municipal présentèrent leur démission pour protester contre les attaques des communistes. «*Nous reviendrons*» avait promis maître Macé à ses partisans. Il remporta certes les élections du 6 novembre 1960 contre la liste de M. Vincent-Dolor qui regroupa communistes et modérés, mais l'analyse de *Témoignages* fut cinglante : «*Les élections préfabriquées de St-Denis ont fait de Macé-la-queue un élu de la fraude sous l'autorité personnelle du préfet Perreau-Pradier*».

Elu député de la 1^{ère} circonscription le 18 novembre 1962, son élection sera invalidée. Sa victoire aux municipales du 14 mars 1965 sera également invalidée. La première grande fonction officielle de Macé fut d'accueillir le général de Gaulle, président de la République, en visite dans l'île du 9 au 11 juillet 1959. L'homme aux multiples mandats (président de la Ligue Réunionnaise de Football, de l'Association des Maires et du CHD Félix Guyon, membre du Conseil Economique et Social) meurt le 12 février 1968, à la suite d'une longue maladie, à son domicile à la rue de Nice à St-Denis. Il avait cinq enfants.

LETTRE A UN OBSTINE

« A ce jeu de critiquer la France, de n'écouter que Londres, à cet horrible jeu vous vous obstinez.

Notre vie, Monsieur, est entre les mains du Maréchal qui prend les raisons de ses décisions dans son cœur de grand Français et dans sa gloire personnelle (...). Quand on a un chef comme le Maréchal, on doit lui faire assez de crédit pour le laisser librement exercer son commandement en ayant la certitude qu'il l'exerce dans l'honneur.

(...) Croyez-vous que nous puissions, nous, nous faire juges du destin de la France après le Maréchal et contre le Maréchal. Et le seul moyen de servir la France aujourd'hui est de servir le Maréchal »

Gabriel Macé

Chantecler 28 juin 1941

Sources

- *Chantecler*, n° 18, 26, 34 (1941)
- M. Serviable, *Les Maires de St-Denis*, St-Denis, Indigotier, 1992

Photo : G. Macé (Archives Départementales de la Réunion)



**Henri
MADOURE
dit Madoré**

11 avril 1928 - 31 décembre 1988

Musicien de rue

Fils de Jules Madouré et d'Amélie-Martine Gossard, Henri est né le mercredi 11 avril 1928 chez Mme Léonie Bosviel, sage-femme à l'avenue de la Victoire à St-Denis. Son père, agent à la prison, demeure à la rue Malartic (ex rue du Jardin) dans le quartier dit Camp des gens libres.

Son enfance est illuminée par les rythmes des chanteurs de rue : Pa Ferdinand, Bello... A l'école St-Michel où il fait ses études, on se souvient de son caractère nerveux et instable : *"on évite soigneusement de s'asseoir à côté de lui car il donne des coups de coude et des coups de pieds"* (Nathalie Legros). La grimace, comme on l'appelle, est souvent envoyé en consultation au Dr Vergès.

Henri quitte l'école après avoir obtenu son certificat d'études. En 1946, à 18 ans, il entre aux Postes comme préposé aux télégrammes. Sur son vélo, il livre les plis, mais perd son emploi après un accident contre un train de chemin de fer. Il se console avec son banjo et en écoutant les refrains de Loulou Pitou et de Jules Arlanda. Il cherche l'inspiration musicale dans les buvettes des boutiques chinoises : *"ABCD, voilà mi connaît mon alphabet"* ou *"Tantine, Tonton"*, refrains qu'il reprend dans les bals-mariages ou à l'entracte entre deux films dans les salles de cinéma.

Habits noirs, chapeau Zorro, lunettes solaires à toute heure de la nuit : la légende du chanteur vient de naître dans les années 50.

Le 15 mars 1955, il enregistre son premier disque chez Affeejee : *"Marmaille la bit / La Mandose"*. Il continue à faire, par le bus, le tour de l'île et à chanter pour qui veut l'écouter.

Le 15 juillet 1959, Madoré se range. Il épouse Marie-Emilienne Laude originaire de Grand-Îlet. Mais très rapidement, il reprend ses longues errances dans la rue pour une rime ou pour un verre.

Le transistor, les radios libres et la télévision ont banalisé la musique et enlevé toute magie aux chanteurs de rue. Et Madoré va se sentir trahi par la rue en sombrant dans l'anonymat. Sa compagnie n'est plus recherchée et son éthylisme agace. Le troubadour devient triste mais persiste à chercher dans le rhum (la mandose) l'inspiration

MADOURE *Henri*

défaillante et la convivialité des origines. En 1981, il est renversé par une voiture. Handicapé, il se laisse entraîner dans ce que Alain Gili appelle "*l'autodestruction des créateurs populaires*".

"*Ti-doré*" meurt le samedi 31 décembre 1988 à St-Denis. Le réveillon de la St-Sylvestre se déroula sans lui.

TI-DORÉ DANS L'ÎLE

Moin même Ti-Doré, moi la pas vanlard
Mi dime bien chanter avec mon guilare
Dans tout le tour de l'île
Voilà ou zot y peut trouve à moïn

Refrain

Mais si in deux moines y connaît pas moïn
Ecoule in peu bann disc gaillards
Zot va entend à moïn
Pou fait tire in peu zot calard
Mais ça qu la pas bon
Moi les trop nerveux
Moi n'ara in tic
Ça la pas in tic
Si mi carcasse en l'air
La pas moïn l'auteur

Paroles et musique d'**Henri Madoré**

Source

Nathalie Legros, *Pas besoin croire moïn lé mort*, St-Denis. Ed Réunion, 1990

Illustration : H. Madoré (Jibé)



François de MAHY

22 juillet 1830 - 20 novembre 1906

**Député de la Réunion
Ministre**

Le 22 juillet 1830 Marie-Claude-Adélaïde Le Coat K/Véguen, épouse de François-Césaire de Mahy met au monde un fils qui portera les mêmes prénoms que son père.

Lycée de St-Denis puis passage au lycée Henri IV à Paris : c'est le cursus des jeunes créoles doués. Après des études de droit et de médecine qu'il mène de front, le jeune François de Mahy est reçu docteur en médecine en 1855. L'année précédente, au mois d'août, il avait épousé Valentine-Elise-Caroline Pouchaud de Bottens, dont il aura deux filles : Florence et Adèle.

En 1857, il retourne à la Réunion et s'installe à St-Pierre où son père avait même été maire. Humaniste, il sera médecin des pauvres ; républicain, il se battra au côté d'Alexandre de La Serve (le fils de Nicole de La Serve) et d'Adrien Bellier pour l'émancipation politique et l'égalité avec la métropole car le Second Empire avait pris beaucoup de liberté avec les libertés des colonies !

Pour protester contre les événements sanglants de 1868 à St-Denis (8 morts et 19 blessés graves) et contre l'état de siège proclamé par le gouverneur, François de Mahy se fera journaliste au *Courrier de St-Pierre* avec Auguste Armanet. Le journal imprimé hors de St-Denis, donc hors de la juridiction de l'état de siège sera le seul à protester contre l'arbitraire. Il sera quand même suspendu pour un mois. Quand il reprit sa publication, il avait un nouveau rédacteur en chef : *François de Mahy*.

Journaliste de conviction, il dénonça les abus. Pendant 18 mois il croisa le fer avec l'administration. Il eut plusieurs procès notamment pour son article «*Le siège de Cilaos*» où il s'attaqua à la gendarmerie. Il fut acquitté.

Médecin des pauvres ou journaliste, laquelle de ces deux occupations l'amènera à la députation pour 36 ans et au gouvernement de la France ? Ce qui est sûr c'est que l'opportunité fut fournie par l'avènement de la République en 1870 et le retour au suffrage universel.

L'île avait droit à deux députés à l'Assemblée Constituante : Alexandre de La Serve, la locomotive, et François de Mahy furent élus le 20 novembre 1870.

de MAHY

Mais coup de théâtre le 13 novembre 1875 ! L'Assemblée adopta l'amendement Champvallier sur la suppression de la représentation des colonies à la Chambre. François de Mahy se démena, écrivit, plaida, interpella si bien que M. de Plœuc, avoua à de Mahy. «Vous m'avez appris des choses que je ne savais pas et qui me font regretter mon vote contre la représentation des colonies. Mais maintenant que je suis éclairé, mon devoir d'honnête homme est de voter pour le maintien de votre députation et je ferai tout pour rallier mes amis à votre cause.» Le 30 novembre, l'Assemblée vota l'amendement de Plœuc, qui accordait un député à chacune des colonies de la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et l'Inde.

Le 9 avril 1876, il est réélu député de la Réunion par 11 095 voix sur 11 179 suffrages exprimés ; Alexandre de La Serve étant élu sénateur de la Réunion. Député inamovible de l'île, réélu en octobre 1877 face à Conil, puis en 1881 (battant l'abbé le Gall) alors que l'autre républicain modéré Dureau de Vaulcomte battait le conservateur F. Naturel, il fut également appelé au gouvernement.

Il fut ministre de l'Agriculture du gouvernement Freycinet (30 janvier 1882 - 21 février 1883) puis ministre de la Marine et des Colonies (3 décembre 1887 - 3 avril 1888) du gouvernement Tirard. Farouche propagandiste de la colonisation de Madagascar, il fut le créateur de l'Armée Coloniale qui allait servir la France pendant la Première Guerre et on lui doit aussi la création de l'état-major général de l'armée.

Vice-président de la Chambre des Députés lors de l'assassinat du président Carnot, c'est lui qui prononça le discours au Panthéon. Surnommé «Le Grand Créole», il mourut à Paris le 20 novembre 1906 doublement éprouvé par la mort de son épouse à bord du bateau les ramenant à Paris et sa dixième élection. Sa statue fut inaugurée à St-Pierre le 22 juillet 1934 en présence de l'amiral Lacaze représentant le gouvernement.

LE DETOUR AU PAYS NATAL

«En moins d'un mois, j'ai fait deux fois le tour de l'île ; j'ai traversé l'île deux fois dans sa largeur, de St-André à la Possession et de St-Benoît à St-Louis. Je suis allé deux fois au Piton des Neiges, en des points opposés : Salazie-Cilaos. J'ai vu des masses de monde en réunions publiques. J'ai causé à fond avec beaucoup de monde. Je me suis informé de toutes choses : si je ne connais pas mon pays, je ne le connaîtrai jamais».

F. de Mahy, 1876

Bibliographie

Autour de l'Île Bourbon et de Madagascar, Paris, Lemerre, 1891

Source

M. Serviabile in *Clepsydre* n° 15, St-Denis, URAD/ARSTC, 1992

Illustration : F. de Mahy (Archives Départementales de la Réunion)



Josselin MAINGARD

11 janvier 1759 - 18 mars 1838

Colonel d'artillerie
Pédagogue

Au Port-Louis à l'Isle de France naquit le 11 janvier 1759 Josselin-Jean Maingard, fils du capitaine du Port. Ce descendant d'une ancienne famille bretonne installée dans l'île fut envoyé pour ses études à Paris au collège de Mazarin. Studieux et intelligent, il montrait de bonnes dispositions mais il dut être rappelé au chevet de son père malade. Il rentra à l'Isle de France en 1776, interrompant ainsi définitivement ses études ; il en éprouva toute sa vie un profond sentiment de frustration.

Josselin-Jean Maingard entra alors comme cadet au corps royal d'artillerie de l'Isle de France. Le 28 septembre 1777, il fut fait lieutenant et pendant les deux années suivantes il s'occupa des batteries du Grand-Port. Il va participer ensuite à l'aventure héroïque de Suffren à Ceylan et prend une part active à la prise de Trinquémalé. Il retourne à l'Isle de France pour épouser, le 31 octobre 1786, Antoinette Julie de Barry à l'église de Pamplémousses.

Il fut sollicité pour une expédition en Cochinchine et embarqua le 22 avril 1788 pour Pondichéry mais le projet avorta et il retourna à l'Isle de France. Le 20 juin 1788, il est nommé commandant de l'îlot aux Tonneliers.

Le 18 juin 1796, Baco de la Chapelle et Etienne-Laurent-Pierre Burnel arrivèrent à l'Isle de France pour faire appliquer les consignes de la Convention sur l'abolition de l'esclavage. Malgré son hostilité aux deux hommes, c'est Maingard qui les protégera des agressions et les fera embarquer sains et saufs sur le *Moineau*.

Malgré sa bravoure contre les Anglais et ses blessures, l'Isle de France capitula le 3 décembre 1810. Nommé chef de bataillon par Decaen, sur le champ de bataille, il fut désigné pour la remise aux Anglais des munitions. A ce titre, il embarqua pour l'Angleterre sur le *Minto* le 12 mars 1812. Mais il passa très vite en France pour continuer le combat. On le retrouva dans l'artillerie à St-Malo, à Nantes et à Cherbourg. Le 29 juillet 1813, il obtint la croix de la Légion d'Honneur avant d'être fait chevalier de St-Louis.

Envoyé à Bourbon redevenue française en 1815, Maingard débarqua comme directeur de l'Artillerie avec le titre de colonel. Il exercera ses qualités d'artilleur pendant dix ans et prendra une part active le 6 octobre 1815 à soutenir le gouverneur Lozier contre l'ulti-

MAINGARD

matum anglais de placer l'île sous protectorat de l'Angleterre. Josselin Maingard, qui n'avait pu terminer ses études, va se battre pour créer à Bourbon un lycée pour les jeunes. Il met tellement de conviction à défendre le projet que le gouverneur Milius y répondra favorablement. Par décret en date du 24 décembre 1818, Milius annonce l'ouverture du collège royal de Bourbon. «*Par un sentiment plein de délicatesse et de justice*», le gouverneur confiera la direction de l'établissement à Maingard. Il y sera «*l'âme et la providence*» du lycée.

Poète à ses heures, il commit un certain nombre de «*poésies licencieuses et philosophiques*». L'ordonnateur Thomas poussa l'amitié à le considérer comme «*L'Anacréon de l'île Bourbon*».

Il mourut à St-Denis le 18 mars 1838. Sa veuve (née le 6 décembre 1765) mourut le 10 octobre 1850. Son buste, inauguré le 13 août 1863, rappelle aujourd'hui son souvenir aux jeunes de l'ancien lycée, rebaptisé depuis *Collège Bourbon*.



Ma belle étoile
Me ramène, amis, près de vous.
Mais si l'avenir de son voile
Pouvait couvrir un jour plus doux
L'heureuse étoile

Josselin Maingard, L'Etoile

Source

Lélio Michel in *Bulletin Académie de la Réunion*, vol 15, St-Denis, 1938

Illustration : Josselin Maingard (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



Louis de MALAVOIS

20 décembre 1748 - 16 janvier 1825

**Ingénieur-cartographe
Commandant des Seychelles**

Louis-Jean-Baptiste-Philogène de Malavois est né à Ay dans la Marne, le 20 décembre 1748 et baptisé le même jour. Il était le dernier des quatorze enfants de Jean-Baptiste-Claude de Malavois, conseiller du roi et de Marie-Jeanne de la Ganne. Après des études d'humanités au collège de Vitry-le-François commencées en 1762, il obtient le brevet d'ingénieur de marine le 22 novembre 1779. Sa première affectation est l'Isle de France dans l'océan Indien. Le 9 janvier 1780, il embarque à Brest sur *Le Bizarre* avec le grade de lieutenant du génie.

Installé à l'Isle de France, sa compétence est vite appréciée. A partir du 1^{er} novembre 1781, il fait fonction de major du génie et Bussy lui confie le 29 avril 1783 une mission d'ambassade à Poona auprès du royaume Mahratte, allié de la France contre l'Angleterre. Capitaine d'infanterie à partir du 5 mai 1784, il décide alors d'épouser Geneviève-Théophile Crosnier, veuve de François-Joseph Deschamps depuis 2 ans. Il part peu après pour Bourbon. Ils eurent 6 enfants dont un naquit à Bourbon, deux à l'Isle de France et trois aux Seychelles.

Le gouverneur Souillac le rappelle à l'Isle de France, le 22 avril 1786, pour lui confier le service du génie. Il part en mission aux Seychelles (françaises depuis 1756) le 7 novembre 1786 pour y établir la cartographie de l'île Mahé et le règlement d'installation des futurs habitations proposées à la colonisation. Ce document du 30 juillet 1787 est le texte fondamental sur l'organisation de l'espace seychellois. Dès son retour à l'Isle de France, en novembre, une autre mission l'attend à Bourbon ; mais il ne pense qu'à repartir aux Seychelles. Il est nommé commandant de l'archipel, et embarque le 8 janvier 1789 sur *La Bienvenue* pour honorer ses nouvelles fonctions. Il démissionne le 8 novembre 1790 et rentre à l'Isle de France.

Il se met en disponibilité pour retourner régler des affaires personnelles aux Seychelles. La flotte anglaise menaçant les îles françaises, il retourne en mission pour organiser la défense des îles. En 1802, il retourne à l'Isle de France pour assumer la direction du service des Eaux et Forêts (1805) puis des Ponts et Chaussées (1807). Après la chute de l'île aux mains des Anglais, il rentre à Brest le 22 décembre 1811. Sous-directeur à l'Ecole St-Cyr, il obtient ensuite la direction des Salines de Pondichéry où il arrive le 27 septembre 1816. Il y restera jusqu'à sa retraite et attendra plus d'un an l'arrivée de son successeur, le 6 juillet 1824.

de MALAVOIS Louis

Il décide de s'installer avec son épouse à l'île Bourbon en août 1824. Il n'y vivra que peu de temps. Il meurt à St-Denis de la Réunion le 16 janvier 1825 ; sa femme également, le 2 octobre 1832.

LES TORTUES

Si l'on veut recueillir dans une seule expédition toute la tortue des Isles de l'Archipel, il sera plus avantageux et plus prudent d'y envoyer dans le mois d'Avril un vaisseau de 2 à 300 tonneaux qui aurait des embarcations deux bonnes pirogues de Bourbon ; les deux tiers de son équipage seraient composés de noirs matelots auxquels on ajouterait ici une douzaine loués aux habitants. On commencerait l'opération par les Isles de l'Est et l'on finirait par celles de l'Ouest. Les noirs, à la tête desquels on mettrait deux bons commandeurs, déroient sur chaque île un parc et toute la tortue qu'ils y auraient ramassée et à mesure qu'il y aurait de quoi compléter le chargement du vaisseau, qui ne devrait pas excéder 1 000 tortues, il irait la recueillir et la déposer de suite sur l'Isle Ste Anne et l'Isle aux Cerfs. Si l'on veut que cette opération soit bien faite, il ne faut pas qu'elle dure en tout plus de 8 mois et que le vaisseau retourne à l'Isle de France dès le commencement de la mousson du N.O. c'est à dire en décembre. On peut rendre cette expédition plus ou moins avantageuse suivant les circonstances, car on pourrait la combiner avec celle de l'exportation des bois. On pourrait en charger ce vaisseau en retour avec 7 à 800 belles tortues.

Malavois, **Mémoire sur la Tortue**
25 mars 1787

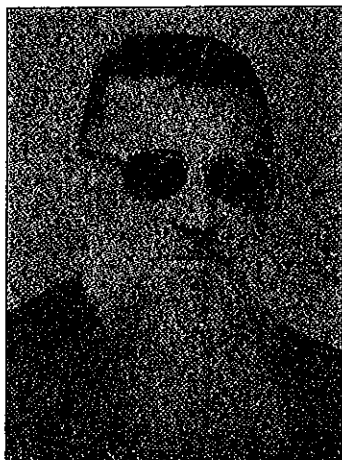
Bibliographie

Notice ou aperçu général approché de la situation actuelle des Seychelles, (manuscrit) Isle de France, 15 octobre 1803

Source

○ Noël Régnaud in *Dictionnaire de Biographie Mauricienne* pp. 1388- 1389 N° 45, avril 1990

Illustration : Armoiries des Seychelles (ARSTC)



**Louis
MALET**

7 juillet 1917 - 23 septembre 1967

**Curé de St-François
Directeur de la Maison d'Auteuil**

Fils de Edmond Malet et de Léone Grondin, Louis-Léon-Francinet Malet est né le 7 juillet 1917 à Quartier Français. Il fait ses études primaires à l'école publique de Ste-Clotilde. Il s'inscrit au petit séminaire de Cilaos pour ses études secondaires. Il souhaite postuler dans la congrégation des pères du Saint-Esprit.

Il fait sa formation religieuse à Alex dans la Drôme puis à Cellule dans le Puy de Dôme. A 21 ans (en 1938), il entre au noviciat des pères de Saint-Esprit à Orly.

La guerre mettra momentanément un terme à sa formation religieuse. Louis Malet est ordonné prêtre au grand scolasticat de Chevilly le 4 juin 1944 par Mgr le Hunsec, supérieur général des pères du Saint-Esprit.

Il retourne au pays natal le 2 janvier 1946. Il commence son ministère comme professeur au petit séminaire de Cilaos avant d'être successivement curé de St-André, Ste-Marie et Ste-Rose.

En 1953, il retourne en France où il est nommé aumônier des Apprentis Orphelins d'Auteuil, œuvre développée par un autre spiritain le Père Daniel Brottier, pour donner une formation professionnelle aux enfants défavorisés.

De 1958 à 1965 le Père Malet devient même directeur de la maison d'Auteuil à Paris. Mais il a envie de retrouver La Réunion, son île natale. Il y retourne en août 1965. Il est nommé curé de St-François, dans les hauteurs de St-Denis, il officie aussi au Brûlé, sans prêtre depuis la mort du Père Dambach et en attendant l'arrivée de Père Tanguy.

Il est également nommé aumônier au lycée Juliette Dodu, assurant les cours d'instruction religieuse dans les classes de Troisième et de Seconde. Il s'investit pleinement auprès de la jeunesse dionysienne en restant d'une très grande disponibilité.

Après une courte maladie, il meurt le samedi 23 septembre 1967 en fin de matinée à Ste-Clotilde. Il n'avait que 50 ans. La douleur et le deuil sont vivement ressentis à la Réunion et dans la maison des Spiritains en Métropole. La messe d'enterrement eut lieu à St-François.

POUR LES DÉLAISSÉS

Ce 29 mai 1965

Excellence,

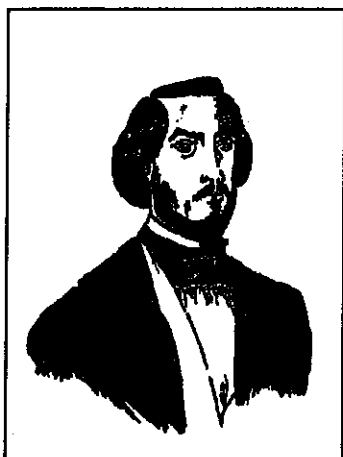
Mon vieux projet et désir se réalisent. Je pense retrouver le sol natal dans la première quinzaine du mois d'août après le départ en vacances des apprentis. A mon âge, je ne sais quel service je puis encore vous rendre. En tout cas, je me mets à votre entière disposition — de préférence pour la paroisse la plus délaissée. Treize ans d'Auteuil m'ont mûri et vieilli...

Louis Malet

Sources

Archives de l'Evêché

Illustration : R. P. Malet (*Croix-Sud*, 1er octobre 1967)



Gustave **MANÈS**

1811 - 26 avril 1857

Maire de St-Denis
Délégué de la Colonie

Gustave Manès est né à la Réunion en 1811 (selon M. Roussin). Il embrassa la carrière commerciale comme son père. Après avoir fait fortune comme négociant, il se lança dans des études agricoles et devint l'un des meilleurs agronomes du pays. Il fit d'excellentes affaires dans la filière canne et employa une grande partie de cette fortune dans le mécénat culturel, dotant musées, bibliothèques et places publiques.

Nommé provisoirement maire de St-Denis le 4 novembre 1848, Gustave Manès conserva la confiance des électeurs et de l'administration aux élections de décembre 1848. Le maire et les adjoints ne furent désignés qu'au 18 janvier 1849. Candidé Azéma, Elie Pajot et Elie Lafond furent confirmés comme adjoints de Gustave Manès, conformément à l'arrêté de novembre 1848 qui *"subordonne aux besoins du service"* le nombre des adjoints.

Il quitta ses fonctions de maire le 6 octobre 1849 pour des raisons de santé et se rendit en France. Il laissa la mairie à son premier adjoint Candidé Azéma. Ce premier mandat mairal sous la Seconde République ne constitua qu'une parenthèse pour cette personnalité dynamique et dévouée. Un deuxième mandat sous l'empire sera plus riche en réalisations.

Après la démission d'Elie Pajot le 15 février 1854, le gouverneur Hubert-Delisle dissout le conseil municipal de St-Denis le 21 février 1854 et nomme une commission provisoire de treize membres, présidée par Gustave Manès pour administrer la ville. Le 27 juillet 1854, elle fut remplacée par un conseil municipal nommé par le gouverneur. On reprit les mêmes hommes dans les mêmes fonctions.

Servir et Donner aurait pu constituer la devise de l'homme. Quand le Muséum d'histoire naturelle est inauguré le 14 août 1855 dans l'enceinte de l'ancien palais législatif, on ne manquera pas de souligner que Manès avait de ses propres deniers acheté un nombre considérable d'animaux et de minéraux. C'est lui encore qui, de sa poche, offrit à la cathédrale la superbe fontaine soutenue par un groupe allégorique représentant le Commerce, l'Industrie, l'Agriculture et la Marine. Une autre préoccupation de M. Manès fut de trouver des solutions financières pour l'édification de l'hôtel de ville de St-Denis. Faute de moyens, le projet était gelé. Il obtenait de l'Etat l'autorisation de contracter un emprunt de 400 000F (arrêté du 15 avril 1854). Le plus difficile était

MANES Gustave

de trouver des prêteurs. MM. Blay et Moreau, deux négociants de la ville, firent preuve de civisme en engageant la somme recherchée.

Un recensement ayant indiqué que la population s'élevait à 27.849 habitants en 1854, Gustave Manès obtint du conseil municipal l'autorisation d'embaucher un secrétaire général de mairie pour épauler le maire et assurer une continuité administrative forte.

Choisi comme délégué de la colonie, il laisse le fauteuil mairal à son premier adjoint Gibert des Molières, le 7 mai 1855. Dans la même séance il rappelle son attachement à l'embellissement de la ville : le marché sera doté de halles et d'une grille en fer. Le 26 avril 1857, à 45 ans, il meurt épuisé à Versailles. Il laisse une veuve et deux filles. La cérémonie religieuse s'est déroulée à l'Eglise de la Madeleine en présence du nouvel évêque de la Réunion, Mgr Maupoint, et l'inhumation au Père Lachaise. Ce n'est que le 24 juin 1857 que *Le Moniteur* de la Réunion l'annonce à ses lecteurs, soit 3 mois plus tard. C'est Adrien Bellier Montrose qui le remplacera comme délégué de la colonie.

L'HOMMAGE DU SUCESSEUR

"Si notre compatriote Gustave Manès, resté dans notre pays y avait trouvé à pareil jour le terme de sa trop courte existence, sa mort eût été le signal d'un deuil public et plus d'une voix émue se fût élevée sur sa tombe pour rendre à sa mémoire respectée l'hommage dû à une vie si honorable, si pleine, si utile. Ces regrets amers, cette douleur générale et profonde que Gustave Manès, mourant dans son pays natal, aurait laissés après lui, la colonie est destinée à les ressentir plus cruellement encore, quand la fatale nouvelle lui parviendra. Elle se rappellera, en effet, que ce fils dont elle était fière à si juste titre, et qu'elle n'aura plus désormais qu'à pleurer, n'avait quitté le ciel et le soleil des tropiques qu'il aimait que pour obéir à un sentiment généreux, à un devoir sévère de patriotisme."

Adrien Bellier-Montrose

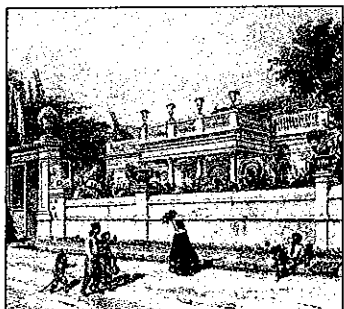
Source

- *Le Moniteur*, 24 juin 1857
- M. Serviable, *les Maires de St-Denis*, Coll Indigotier, 1992

Illustration : Gustave Manès (Jibé)

François MARBOT

29 mai 1817 - 30 octobre 1866



**Administrateur des colonies
Ordonnateur à la Réunion**

Fils aîné de Pierre Marbot, Sous-commissaire de marine et d'Anne-Marie d'Aubert, François Marbot naquit à Fort-de-France (Martinique) le 29 mai 1817. Dès 12 ans il entra dans les bureaux de son père comme écrivain surnuméraire. Ecrivain au service de l'État, il devint commis d'administration le 21 mars 1838 puis gravit les échelons vers le titre de commis principal le 6 décembre 1845. Il épousa, peu après la mort de son père, Caroline Labatut.

Ses qualités furent tôt reconnues car à 23 ans il fut décoré de la Croix de la Légion d'honneur. Professionnellement, François Marbot continua d'exercer en Guadeloupe et en Martinique, devenant en 1861 commissaire de première classe.

Le 5 janvier 1865, François Marbot fut nommé ordonnateur à l'île de la Réunion. Il y arriva le 4 novembre 1865 sur l'*Émyrne*. Il fit la longue traversée avec Mgr Maupoint, évêque de la Réunion, de retour de congé. Ils se lièrent d'amitié et Marbot transmit des instructions pour que l'arrivée de Mgr Maupoint ait un caractère officiel, toutes les autorités civiles et militaires furent convoquées :

« *Ordre aux canonnières de se trouver à leurs pièces, et aux troupes de la garnison et de la milice de porter les armes sur le passage de Monseigneur.* » Toutes les autorités furent aussi convoquées : la ville entière était sur pied. La fête civile le disputa en splendeur à la fête religieuse.

"Chaque fois que les évêques de la Guadeloupe et de la Martinique sont revenus de France, disait M. Marbot après la cérémonie, ils ont toujours été reçus de cette façon. Dans ces colonies, on n'a jamais mis de différence entre la première réception et les autres. Après tout, ce n'est pas à l'homme que s'adressent ces honneurs, c'est à la Religion dont il est le chef !".

Son activisme religieux se fit remarquer pendant le peu de temps qu'il passa à la Réunion. Il s'étonna que le Conseil général eut supprimé les 25 000 F de subvention pour les nouvelles églises construites. « *Comment, s'écria l'ordonnateur, on m'avait dit que la Colonie de la Réunion était religieuse, et, dans un projet de budget de 5 millions, je ne trouve pas un centime pour le culte catholique, qui est le seul du pays ! Assurément, ce ne peut être qu'une distraction de la part du Rapporteur du budget !* ».

MARBOT François

Son intervention auprès des conseillers généraux fut efficace : les 25 000 F réparèrent au budget.

Il avait réalisé un volumineux «*Étude sur l'Administration de la Marine*» (52 chapitres sur des sujets divers) et avait écrit des fables en créole martiniquais sur le modèle de La Fontaine. L'aîné de ses enfants, Edmond, embrassa la prêtrise le 21 janvier 1866 quelques jours avant la mort de son père.

François Marbot mourut le 30 octobre 1866. Les obsèques eurent lieu le 2 novembre avec tous les honneurs civils, militaires et religieux. Charles Gaudin de Logrange, le Directeur de l'Intérieur, rendit le dernier hommage au nom de la colonie.

LE DERNIER HOMMAGE DE LA RÉUNION

« Le convoi est parti à sept heures du matin de son hôtel. Un demi-bataillon d'Infanterie de marine, commandé par le colonel Duchesne, formait la double haie. Tous les officiers des ordres civils et militaires composaient autour du char funèbre un cortège imposant, auquel s'était jointe une grande partie de la population.

Les coins du poêle étaient portés par le Directeur de l'Intérieur, le Contrôleur colonial, le Maire de Saint-Denis, le Procureur Général, le Président de la Cour Impériale et Edouard Bailly, aujourd'hui Ordonnateur dans l'Inde ; M. le Gouverneur se trouvait à l'église.

Mgr l'Évêque de Saint-Denis avait voulu donner au défunt un gage de sa haute estime en faisant lui-même la levée du corps, en célébrant une messe pontificale suivie de l'absoute et en présidant même la conduite au cimetière.

Pendant tout ce temps, tous les navires sur rade et le mât du port avaient leurs pavillons en berne : c'était le dernier hommage rendu à celui qui avait été le Chef de la Marine. »

Almanach Religieux du Diocèse

Bibliographie :

- Étude sur l'Administration de la Marine
- Fables en créole

Source

Almanach Religieux du Diocèse

Illustration : Ancien Evêché de St-Denis (Roussin)

MS



Louis-Félix de MARCENAY

9 février 1765 - 9 octobre 1829

Militaire

Fils de Louis-Léon de Marcenay, capitaine des vaisseaux de la Compagnie des Indes, et de Genèvière de Laval, Louis-Félix est né le 9 février 1765 à Port-Louis (Isle de France).

Capitaine aide-major des Volontaires de Bourbon, il devient le délégué de la Rivière Noire le 17 avril 1791 à l'Assemblée Générale créée pendant la période révolutionnaire.

Soupçonné "d'incivisme" pendant son service à La Réunion, Marcenay fut arrêté à St-Denis le 11 avril 1794. Il fut conduit, avec son chef Fayolle et plusieurs autres, à l'Isle de France sur la corvette *La Minerve*. Ils furent tous incarcérés en attendant leurs procès. L'instruction traîna en longueur et il fut renvoyé à la Réunion ; mais dès son arrivée les autorités locales le refoulèrent sur l'Isle de France.

En février 1795 il bénéficia d'un non-lieu. Le gouverneur Malartic déclara à l'Assemblée Coloniale: *"Les conseils d'administration et des volontaires de l'île de la Réunion (avaient) déclaré n'avoir aucun reproche à faire à Fayolle et Marcenay"* Mais il fut assigné à résidence aux Plaines Wilhems avec "défense d'en sortir". Ces mesures furent levées le 15 juillet 1795 et il fut rétabli dans tous ses droits de citoyen français.

Le 11 octobre 1795 (19 vendémiaire an IV) il épousa, à l'Isle de France, Sophie Le Forestier, créole de l'île de la Réunion. La mariée, âgée de 19 ans, était la fille de Balthazar Augustin Le Forestier et de Geneviève Françoise Dacherie.

Il s'engagea dans la politique de l'Isle de France et fut élu député de la huitième Assemblée Coloniale. Sous l'Empire, ce monarchiste, prit ses distances du pouvoir. Après la conquête anglaise de l'Isle de France, il prêta le serment allégeance à George III et collabora avec les autorités anglaises. Il fut destitué de son poste de substitut du procureur général pour insubordination et condamné à un mois de prison le 13 mars 1815 pour outrage à magistrat.

Il se lança dans le journalisme mauricien en publiant en janvier 1816 l'éphémère *l'Observateur*. Il retourna peu après dans son île natale pour vivre pleinement sa qualité de Français. Il mourut à St-Paul, île de Bourbon, le 9 octobre 1829.

MARCENAY Louis-Félix

LES SANS-CULOTTES

«Restaient les officiers Saint-Félix, Tesson, Fayolle et Marcenay, le Gouverneur Duplessis et le commissaire civil Tirol. Leur incarcération fut beaucoup plus longue et leur sort plus précaire que celui des précédents. Ils constituaient en quelque sorte l'enjeu d'une sourde lutte entre les députés et les Sans-Culottes.»

Raymond d'Unienville

Source

Raymond d'Unienville in *Dictionnaire de Biographie Mauricienne* n° 49.

Illustration : Symbole de la Révolution (ADR)

MS



Gabriel MARTIN

4 juillet 1880 - 29 juin 1962

**Médecin
Maire de Saint-Paul
Président du Conseil Général**

Fils de Jean Joseph Vilfeu Martin, propriétaire, et de Marie Gabrielle Amandine Cavet, Armand-Joseph-Gabriel Martin est né le 4 juillet 1880 à Saint-Paul. Il intègre en 1894 le lycée Leconte-de-Lisle à Saint-Denis. Elève brillant, il obtient en 1897 le Prix de l'Association des anciens élèves du lycée et en 1898 le prix d'honneur de dissertation française. Il poursuit ses études à Montpellier, où il décroche en 1906 son diplôme de docteur en médecine. Le 20 mai, le *Djemnah* ramène au pays le jeune praticien, un retour salué - en première page ! - par le *Journal de l'île* de l'époque.

Il perdra son père quelques mois plus tard ; Joseph Martin, conseiller général de Saint-Paul, meurt en septembre 1906, à l'âge de 63 ans. Installé dans sa maison natale, rue de la Réunion, le docteur Martin entame la traditionnelle existence des médecins de l'époque. En novembre 1910, il est nommé membre de la commission administrative du bureau de bienfaisance de Saint-Paul... Il assure également le « *service médical des indigents* » des Trois-Bassins, un poste dont il démissionnera en novembre 1920. Sa qualité de « médecin de la commune et de l'asile des aliénés » lui vaudra également, comme ses collègues Olivier Manès, Emile de Foyard et Paul Isautier, de ne pas être mobilisé pendant la Grande Guerre... Motif : « *impossibilité de le remplacer* ».

Ce n'est qu'en 1925, à 45 ans, que le docteur Martin reprend le flambeau politique de son père : le 27 septembre, il est élu conseiller général de Saint-Paul. Sa liste (G. Martin-Georges Ratinaud-Paul Baret-Frédéric Payet-René Michel-Augustin Lucas) l'emporte avec 2340 voix de moyenne face à la liste Thomas-Lauret-Lauratet-Garbay-César-Buchle qui obtient moins de 700 voix. En mai 1929, il se présente aux élections municipales. Sur sa liste, l'ancien maire Frédéric Payet et le futur maire Louis Lépinay... Le 12 mai 1929, il est élu premier magistrat de sa commune natale. Ces élections seront annulées par le conseil d'Etat, le 16 janvier 1931, ce qui n'empêchera pas le docteur Martin de retrouver son siège, le 31 mai 1931. A ces élections partielles, il sera d'ailleurs, comme en 1929, le conseiller le mieux élu de sa liste... Il en sera de même en 1935. Au Conseil Général, il est aussi réélu le 18 octobre 1931. Le 27 octobre 1934, il est élu président du Conseil Général par 23 voix contre 8 au doyen d'âge Raphaël Vidot (le président sortant, Adrien Lagourgue, ne se représentait pas). Ses vice-présidents sont, Jean Chatel et Augustin Archambeaud et les deux secrétaires de l'assemblée sont de futurs présidents : Raoul Nativel et Roger Payet.

Réélu maire de St-Paul le 12 mai 1935, Gabriel Martin semble alors régner sans partage... mais les bouleversements nés du Front Populaire vont lui être fatals. Après

MARTIN Gabriel

avoir pris la tête, en août 1936, d'un « Front Republicain » censé combattre le *Parti Ouvrier Paysan* de René Payet (qualifié d'extrême-droite), il est confronté, un an ^{plus} tard, à une attaque venue de la gauche : le 10 octobre 1937, six « prolétaires » (dont Léon de Lepervanche) battent sa liste aux cantonales. L'omnipotent président du Conseil Général éliminé par de simples ouvriers !... Humilié, Gabriel Martin démissionne de ses fonctions de maire de St-Paul. Le 24 décembre 1937, son 1^{er} adjoint, le pharmacien Louis Lépinay, le remplace. Il ne prendra sa revanche que trois ans plus tard : le 19 février 1941, il est nommé maire de St-Paul par le gouverneur pétainiste Aubert. Un ultime mandat qui ne durera que 22 mois, jusqu'à l'arrivée du *Léopard* en novembre 1942. La carrière politique du docteur Martin s'arrêtera là.

Sa vie privée sera marquée par un terrible drame : Myriam, sa fille unique née de son mariage avec Myriam Dussac en 1907 est emportée par une méningite à l'âge de 12 ans. Une épreuve qu'il ne partagera qu'avec quelques proches, comme Raymond Vergès. Son fils Paul Vergès racontera que «... c'était un ami d'enfance de mon père. Reclus dans le souvenir de sa fille perdue, il aurait souhaité adopter l'un de nous, Jacques ou moi-même... c'est dire les liens qui l'attachaient à notre famille. Mais quand Raymond Vergès s'est lancé dans la politique, les relations d'amitié ont cessé. »

Aussi intransigeant en politique qu'il pouvait être bon et charitable pour les « indigents », le docteur Martin laissera un souvenir chez tous ceux qui l'ont connu : très élégant (il changeait de costume tous les jours) son allure altière et froide le distinguait du commun des mortels. Il exercera jusqu'à un âge très avancé. En 1955, à 75 ans, il recevait toujours les malades dans son cabinet de la rue de la Réunion. Il mourra le 29 juin 1962, à cinq jours de son 82^e anniversaire. L'année suivante, son nom sera donné à l'hôpital de St-Paul.

UN ARISTOCRATE

« Il dira d'ailleurs un jour à un ami instituteur, Ludovic Albany : « Vous et moi, nous sommes des aristocrates, de ceux qui tiennent haut la tête dans une humanité imparfaite... vous êtes un aristocrate de l'âme et de la pensée, moi je suis un aristocrate du corps et de l'âme... ». Médecin, mais aussi dentiste, grand fumeur devant l'éternel, il avait toujours deux voitures identiques, de la même couleur, qu'il achetait en même temps et qu'il revendait simultanément. Ses 202 puis 203 Peugeot étaient conduites par son chauffeur Baptiste. L'une était utilisée lors des visites, l'autre pour les sorties familiales. »

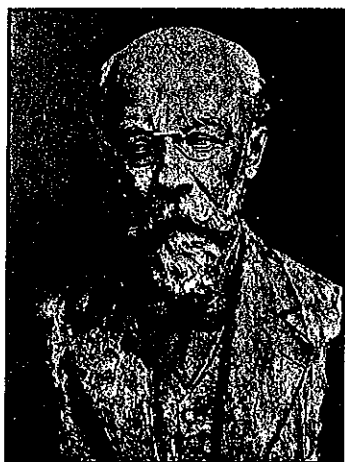
Benoît Ferrand

Source :

Journaux « *La Patrie Créole* » « *Le Progrès* » « *Le JIR* » (Archives Départementales)
Paul Vergès, *D'une île au monde*, L'Harmattan.

Illustration : Gabriel Martin (coll. M. Verguin)

BF



Alphonse **MAS**

31 janvier 1850 - 28 janvier 1931

Député-Maire de Béziers
Directeur de la Banque de la Réunion

Jean-Henri-Alphonse Mas, fils de Jean Mas et de Jeanne Molinie, est né le 31 janvier 1850 à Maraussan dans l'Hérault.

Engagé volontaire pendant la guerre de 1870, il fait campagne pendant 9 mois. Il est profondément marqué par la défaite devant la Prusse. De retour à la vie civile, il s'engage dans le combat politique. Conseiller municipal et conseiller général, il est élu maire de Béziers en 1888 et il le restera pendant 16 ans, jusqu'en 1904. Il est élu député de l'Hérault en 1890 et réélu en 1894. Le 27 juillet 1901, il obtient la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Licencié en droit, il est avoué au tribunal de Grande Instance de Béziers.

A partir de 1904, il commence une vie nouvelle outre-mer. De janvier 1904 à juillet 1906, il est directeur de la Banque de la Guadeloupe. Il change d'hémisphère le mois suivant pour prendre la direction de la Banque de la Réunion le 9 août 1906. L'établissement bancaire est alors en plein désarroi. Alphonse Mas y restera 17 ans.

Par sa science et son habileté bancaire, Alphonse Mas sauva la Banque de la Réunion de situations compromettantes. La clientèle qui s'était détournée de l'établissement revint avec confiance. Et la Banque put jouer un rôle déterminant dans l'évolution économique de la Réunion. Au cours de la guerre 1914-1918, il aida grandement à pallier aux difficultés du ravitaillement et à assurer l'évacuation de la production. Il contribua à l'effort patriotique en achetant massivement des bons et obligations de la Défense Nationale et par l'abaissement du taux de change. Il milita personnellement dans des associations patriotiques et fut un efficace trésorier de la section dionysienne de la Ligue Aérienne Française. Pendant l'épidémie de grippe espagnole de 1919, il s'employa à maintenir l'activité économique de l'île. L'île sortit exsangue de ces deux épreuves. Alphonse Mas soutiendra activement la remise en marche des activités industrielles et agricoles.

Il analysa, dès 1908, les conséquences économiques et sociales de la structure financière de l'époque. Il modifia la politique de crédit pour ouvrir l'accès à la terre. En 1917 il proposa des idées très novatrices, sur la question du travail et du colonat partiaire. Il suggéra la création d'une Caisse Agricole de Crédit Agricole (créée en 1929) et d'un organisme chargé d'acquérir les domaines ruraux et de les revendre par par-

MAS Alphonse

celles (la SAFER fut installée en 1964). Après 1919, il orienta la politique foncière dans le sens du démembrement des domaines sucriers et incita même l'industriel à ne conserver que l'usine (idée qui fut reprise dans les années 1981...). Quand il annonça sa démission en 1923, le Conseil d'administration de la Banque consigna en délibération : *"les résultats que nous venons de constater sont dus à la longue expérience des questions économiques et bancaires et au travail considérable dont M. Alphonse Mas a fait bénéficier la Banque de la Réunion au cours des 17 années de sa gestion qui se termine"*.

En 1926, il est choisi comme Conseiller Privé. A ce poste, ses avis sont très écoutés par le gouverneur Repiquet. Il meurt le 28 janvier 1931. L'ancien médaillé de la guerre de 1870 a tenu à reposer dans le cimetière des Volontaires à St-Denis. En l'absence du gouverneur Repiquet, retenu par le mauvais temps à Hell-Bourg, c'est le secrétaire général Fabre qui prononça l'éloge funèbre ; Albert Foucque intervenant au nom de la Banque de la Réunion.

La ville de Béziers honora la mémoire de son ancien maire. En 1931, elle donna son nom à une avenue qu'il avait tracée. En 1938 elle fit ériger un monument orné de son buste, sur initiative d'Antoine Moulin, son plus proche collaborateur, qui, décédé avant l'inauguration, y fut représenté par son fils le préfet Jean Moulin.

L'HOMMAGE DE BEZIERS

"Et en dehors de cette série de grands travaux, M. Mas complète son œuvre par la création de groupes scolaires, par l'ouverture de nouvelles rues, par l'amélioration du Plateau des Poètes, par la création du Jardin de la Plantade, par l'achat des Moulins Neufs.

Il laisse aussi le souvenir d'un citoyen honnête, intègre qui a fait de très lourds sacrifices, à sa ville. C'est-à-dire qui a fait l'abandon de ses intérêts personnels pour se consacrer entièrement au service de la collectivité communale.

Le Conseil municipal de Béziers, d'accord d'ailleurs avec les amis personnels de M. Alphonse Mas, a estimé qu'il devait marquer la reconnaissance de la ville de Béziers par une manifestation qui rappelle à tous les habitants de Béziers, le nom d'un des meilleurs enfants de cette ville, et a décidé d'appeler la rue Nationale, ouverte grâce à l'initiative et sous l'administration de notre ancien maire : Avenue Alphonse Mas."

Extrait du *Journal Eclair* du 11 mai 1931

Source

Archives Familiales

Illustration : Buste A. Mas (*Archives Familiales*)



Monseigneur Armand-René MAUPOINT

6 décembre 1810 - 10 juillet 1871

Evêque de la Réunion

Fils de Pierre-René-Armand Maupoint et de Marie-Françoise Pian, Armand-René est né à Chêne-Hutte-les-Tuffeaux en Anjou le 6 décembre 1810. Armand-René Maupoint entra au petit séminaire de Beau-Préau après des études au collège de Saumur. Il poursuivit sa formation théologique à la Maison de St-Sulpice à Paris avant d'être ordonné prêtre, le 4 mars 1835, par Mgr Montault des Isles, évêque d'Angers. Il fut nommé le même jour vicaire de la paroisse de Notre-Dame.

L'abbé Maupoint se fit remarquer par son engagement social : création de centres pour indigents à Angers et l'Œuvre des Petits Ramoneurs et Domestiques. Son affectation suivante fut à la Trinité, une des principales paroisses angevines. Il eut la lourde tâche de remplacer un prêtre qui était resté au milieu de ses paroissiens pendant 65 ans et notamment aux pires heures de l'anticléricalisme révolutionnaire. Il trouva cependant le temps d'écrire un certain nombre d'ouvrages qui plurent à Mgr Godefroy-St-Marc, évêque de Rennes qui en fit son vicaire-général. Par décret du 14 février 1857, l'abbé Maupoint fut nommé évêque de la Réunion, succédant à Mgr Desprez, le premier évêque de l'île. La cérémonie du sacre eut lieu le 11 juin 1857 à l'Eglise St-Philippe-du-Roule à Paris. Son arrivée à la Réunion après un voyage difficile, le mercredi 23 septembre 1857 sur la frégate *La Loire* fut l'occasion d'une grande fête populaire. Il se rendit en grande pompe à la cathédrale puis à l'Evêché (l'ancien immeuble Martin Flacourt). Le lendemain il fut reçu par le gouverneur Hubert-Delisle.

Mgr Maupoint dut gérer un personnel ecclésiastique hétéroclite : des prêtres séculiers formés à Paris au séminaire des Colonies, des Pères du St-Esprit et du St-Cœur de Marie spécialisés dans l'évangélisation en Afrique, des Jésuites installés à la Ressource depuis 1844, des Frères des Ecoles chrétiennes se dévouant depuis 1817 comme instituteurs dans les classes défavorisées, des Sœurs de St-Joseph de Cluny établies depuis 1816 tant pour les écoles gratuites que pour les Maisons d'éducation, des Filles de Marie de Mère Madeleine (née Marie-Françoise-Aimée Pignolet de Fresnes) œuvrant pour les jeunes affranchis, les Sœurs de St-Vincent de Paul appelées en 1860 par Mme Jurien de la Gravière pour tenir l'hôpital St-Joseph à Ste-Suzanne et les Sœurs Réparatrices installées en 1864.

Son apostolat se manifesta par la création de 21 nouvelles paroisses dont celle de N.-D.-de-la-Délivrance à la Rivière St-Denis (reconstruite par souscription en 1893).

MAUPOINT Armand-René (Mgr)

Cette période faste correspond à la prospérité économique de l'île jusqu'en 1863. Le 28 septembre 1860, Mgr Maupoint consacra la cathédrale de St-Denis.

L'enseignement bénéficia de sa sollicitude. Il inaugura le 3 novembre 1857 le collège St-Charles à St-Paul et, le 21 avril 1861, le pensionnat scolaire et la chapelle de l'Immaculée Conception. Il développa l'Ecole Professionnelle de la Providence pour jeunes délinquants (supprimée le 13 février 1869 après les émeutes de 1868) et les écoles du soir (4 000 personnes en 1859). Il créa les sociétés mutuelles de santé, encouragea l'épargne (Sociétés de St-François) et engagea des actions contre l'alcoolisme. En 1870, alors qu'il se trouvait en congé en France, il obtint pour les Réunionnais l'équivalence des brevets de capacités délivrés localement avec le baccalauréat national.

Passionné par l'écriture, il ne put éditer son *Histoire de l'île Bourbon* (parue en 1913 en feuilleton dans la *Revue de l'île de la Réunion*). Il mourut à St-Denis le 10 juillet 1871. Le 13 juillet, ses restes mortels furent déposés dans le caveau du chœur de la cathédrale.

L'ARRIVEE DE L'EVEQUE

"Une heure avant le moment fixé pour le débarquement de l'évêque, une foule considérable stationnait sur la place du Barachois. Les troupes de la garnison et de la milice sous le commandement du lieutenant-colonel Cappe formaient une double haie sur le parcours de la rue de Paris jusqu'à la rue Labourdonnais. Le clergé du Chef-lieu et des communes avoisinantes s'était groupé aux abords du quai.

A quatre heures, une embarcation se détacha de la Loire emportant vers la terre, Mgr Maupoint et ses vicaires généraux, les abbés Fava et Levillain, pendant que se faisaient entendre les batteries du bâtiment et de l'Arsenal.

Revêtu des ornements pontificaux, le prélat se rendit processionnellement à la Cathédrale dont le portail était décoré d'une banderole avec ce texte symbolique : "Benedictus qui venit in nomine Domini".

Le Moniteur, Septembre 1857

Bibliographie

- *Vie de Mgr Montaut des Isles*
- *L'appel d'un prêtre catholique contre un ministre protestant*
- *Bouclier de la Foi*
- *Madagascar et ses deux premiers évêques*, Paris, Dillet, 1864

Source

Mgr Maupoint in *Bulletin Académie de la Réunion*, n°12, 1933

Illustration : Mgr Maupoint (Jibé)



Maurice **MENARDEAU**

6 février 1897 - 11 avril 1977

Artiste de la marine

Fils de Raoul Menardeau, originaire de Vendée et de Gabriel Galliot, Maurice-Gabriel-Paul Menardeau est né le 6 février 1897 à Limoges. Aussitôt sa scolarité terminée, il est admis aux Beaux-Arts. La déclaration de la guerre en 1914 interrompit sa formation. Il est mobilisé le 11 janvier 1916 et sert comme officier-télégraphiste à bord du *Kouang-Si*. Le navire fut torpillé dans la Manche mais réussit à rallier Falmouth en Angleterre pour des réparations. Menardeau mit à profit son temps libre à peindre et à recopier les toiles de maître du musée de Cardiff. Il servira au-delà de la fin de la guerre.

Il fréquenta l'atelier de Charles Fouqueray, peintre officiel de la guerre et des colonies et il commença une carrière de peintre. Il épousa en 1930 à Saulieu, Martine-Marguerite Pernaud.

Conseiller municipal de Sèvres (1926-1936), Menardeau restera un éternel marin. En 1931, il entreprit un voyage dans les pays de la Mer Rouge avant de débarquer à l'île de la Réunion en 1932.

Précédé d'une réputation flatteuse, le conseil municipal de St-Denis lui commanda pour la décoration de la salle du conseil de l'hôtel de ville une toile de 3 mètres sur 4 mètres représentant l'arrivée aux Mascareignes de Mahé de Labourdonnais en 1735. Il y fit également des croquis colorés de la vie sociale à St-Denis. Ses œuvres sur la Réunion furent exposées à la galerie Reitlinger à Paris. Elles lui permirent d'obtenir en 1932 une bourse de voyage des Annales Coloniales.

Le 2 février 1934, le vice-amiral Darlan, directeur de Cabinet au ministère de la Marine l'autorisa à embarquer comme artiste-peintre à bord du *Rigaud de Genouilly* pour une campagne en Mer de Chine et dans le Pacifique.

Le 13 juillet 1935, le syndicat d'initiative de St-Denis organisa le vernissage d'une exposition de Menardeau, en présence du gouverneur Chateau. Au gré de ses voyages, il fera plusieurs aigudes à la Réunion. D'ailleurs à la déclaration de la guerre en 1939, il se trouve sur l'île. Il partira pour l'île Maurice où le gouvernement mauricien lui confia le camouflage du grenier à riz de Port-Louis.

Après-guerre il continuera son tour du monde : Amérique du Sud, Afrique du Nord. Le 16 novembre 1963, il est désigné comme "peintre titulaire de la marine". Il

MENARDEAU Maurice

revient dans l'océan Indien pour épouser le 29 août 1964, à Maurice, Marguerite-Marie-Joseph, fille de Léon Rivière et d'Eugénie Manès.

Il mourut à Curepipe (Maurice) le 11 avril 1977. Une salle du musée de la Mauritius Commercial Bank abrite nombre de ses toiles. Selon un chroniqueur de *Ouest Éclair* (Brest). "Les thoniers de Menardeau sont vrais, pêchant, cambrés... ils naviguent". Quel plus bel hommage pour un peintre de la marine.

PORT-LOUIS EN 1950

« La rade du Port-Louis d'aujourd'hui semble presque toujours déserte : quelques bateaux à vapeur au loin ou près des quais en eau profonde, un ou deux rares voiliers au milieu du port, les deux gros remorqueurs près de la douane, quelques côtiers ou péniches le long des quais et c'est tout. »

Xavier le Juge de Segrais, 1950
in *Port-Louis, vision d'artistes* d'André Decotter

Source :

Les Echos, Réunion, 12 décembre 1932

Guy Rouillard, *Dictionnaire de Biographie Mauricienne*.

Illustration : *Courses hippiques*, peinture de Ménardeau (Ville de St-Denis)



Arnault (de la) MENARDIERE

8 mars 1815 - 30 avril 1865

**Bâtonnier de l'ordre des avocats
Magistrat**

Fils de Louis-Joseph-Arnault Ménardière et de Rose Bonnel, Louis-Joseph-Alexandre-Arnault Ménardière est né le 8 mars 1815 à Poitiers dans une famille de magistrats. Si son état-civil ne fait pas mention de la particule, il en usera pendant toute sa vie.

Après des études juridiques, il est nommé à la Réunion en 1842 comme substitut du Procureur Général. Il se montra brillant, généreux et digne dans sa fonction. Se plaisant dans l'île, il va décider de s'y installer durablement. Il rencontra et épousa une jeune fille créole : Euphrasie-Gabrielle Ozoux.

Quelques années plus tard, il quitta la magistrature et se fit inscrire comme avocat au barreau de St-Denis. Le risque professionnel était considérable ; mais il comptait sur la solidité de ses liens familiaux pour se faire une clientèle. Malgré son jeune âge, sa compétence et son dynamisme furent notés par ses pairs. Très vite il fut choisi comme bâtonnier et s'acquitta avec la même intelligence de cette fonction.

Mais Arnault de la Ménardière semblait poursuivi par le rêve de faire fortune. Il abandonna le métier d'avocat pour se faire successivement armateur et agriculteur, activités jugées plus lucratives.

Il fonda à Ste-Anne une sucrerie qu'il prénomma *Sainte-Radegonde*, la patronne de Poitiers, sa ville natale.

Aux premières élections législatives au suffrage universel en septembre et octobre 1849, il se porta candidat. Le 27 août 1849, de St-Paul, il fit imprimer sa profession de foi : «A défaut du talent qui me manque, j'apporte pour réussir, ce qui est la force d'un homme politique, la jeunesse, l'énergie et la volonté de bien mériter du pays.» Mais il se retira très vite du scrutin, qui fut remporté par Ogé Barbaroux et Prosper Greslan.

Il va ensuite s'associer à Julien-Gaultier de Rontaunay, négociant et armateur local, ayant de multiples intérêts à Madagascar. M. de la Ménardière partira pour Nossi-Bé créer une nouvelle sucrerie pour répondre aux immenses besoins de la France en sucre et profiter du boom sucrier. Il y contractera une grave maladie qui compromettra définitivement sa santé. Lors d'une escale qu'il fit dans cet archipel,

MENARDIERE (de la) Arnault

M. Imhaus le retrouva presque mourant aux Seychelles. Il fut embarqué à bord du Meinam pour rentrer à la Réunion.

Le dimanche 30 avril 1865, Arnault de la Ménardière rendit l'âme dans sa demeure à la rue Dauphine à St-Denis. Ses obsèques eurent lieu à l'église de l'Assomption à St-Denis. Au cimetière l'éloge funèbre fut prononcé par M. Thinon, bâtonnier de l'ordre des avocats et par son ami M. Imhaus.

CONFESSIONS D'UN HOMME AYANT RATÉ SA VIE

"J'ai poursuivi en vain la fortune ; je la voulais, non pour moi, mais pour ma femme et pour ma fille. Je vais mourir ! Au milieu des efforts infructueux que j'ai tentés sans me lasser, et des déceptions cruelles qui m'ont assailli depuis que, pour mon malheur, j'ai quitté le barreau, je n'ai trouvé de consolation que dans les idées religieuses dont ma mère a bercé mon enfance. Malade à l'hôpital de Nossi-Bé, j'ai vu succomber devant moi dix personnes atteintes du mal qui me dévore. J'ai senti le besoin de revenir à Dieu, mais je n'ai pas voulu qu'on pût croire que j'y revenais par crainte de la mort ; ce sera seulement à Bourbon, en face de tous, que j'affirmerai ma foi."

Arnault Ménardière

Source

Almanach religieux du diocèse de St-Denis

Illustration : Carte ancienne de l'océan Indien

MS



Louis-Charles MERLO

28 juillet 1760 - 18 septembre 1820

**Premier maire de St-Pierre
à la Restauration**

Fils de Charles-Joseph Merlo et de Marie-Christine Lesport, Louis-Charles Merlo naquit à St-Pierre le 28 juillet 1760. Son père né vers 1729 à Metz arriva à l'île Bourbon en 1754 par le *Duc de Béthune* comme garde magasin de la Compagnie Française des Indes Orientales. Il s'établit à St-Pierre et se maria le 8 novembre 1757. Louis-Charles Merlo était le cadet d'une fratrie de quatre enfants.

Après 19 années d'études en France métropolitaine, Louis-Charles Merlo retourna à l'île natale en 1785 ; il a alors 25 ans.

Quand la Révolution s'installa dans l'île, fin 1790, il va s'engager dans l'action politique. En 1795, à 35 ans, il fut un des membres les plus en vue de la Chaumière de St-Pierre et milita à la *Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité*, le premier club jacobin de l'île. Il fut élu à l'Assemblée locale dans la quatrième législature. Un des fondateurs du sans-culottisme réunionnais, cet "intellectuel" sut faire preuve de sagesse et de retenue pendant cette période d'exaltation et d'excès.

Après un interregnum anglais de 5 ans (1810-1815), l'île Bourbon fut rétrocédée à la France par le Traité de Paris (1814). La reprise de possession française fut effectuée le 6 avril 1815 entre le gouverneur anglais Sir Robert Farquhar et le nouveau gouverneur français de l'île, Hyacinthe Bouvet de Lozier. Une des premières dispositions de la nouvelle administration fut le rétablissement des municipalités, héritées de la période révolutionnaire. Louis-Charles Merlo fut choisi par Bouvet pour être le premier maire de St-Pierre, conformément à l'ordonnance du 8 juillet 1815.

Le nouveau maire prit ses quartiers municipaux dans l'ancien magasin de la Compagnie des Indes et rétablit l'économie agricole et l'essor urbain sudistes. Il ne rata pas une occasion pour défendre St-Pierre, le grenier à blé (et à vivres en général) de l'île.

Ainsi en septembre 1817, lors de la tournée du nouveau gouverneur Pierre Milius, il exposa à son illustre visiteur la nécessité de construire un système d'irrigation par canaux pour contrer la sécheresse qui menaçait les cultures.

Sa santé s'étant compromise, Louis-Charles Merlo demanda à plusieurs reprises au gouverneur Milius d'être déchargé de sa tâche de premier édile. En vain.

MERLO Louis-Charles

Le 18 septembre 1820, Louis-Charles Merlo mourut subitement, probablement d'une rupture d'anévrisme. La population sudiste prit le deuil pour le premier maire de St-Pierre (après la Restauration) du XIX^e siècle.

UN MAIRE PATERNEL

« Dès sa prise de fonctions à la Mairie de Saint-Pierre, bâtiment resté le même jusqu'à nos jours, construit par la Compagnie des Indes pour servir de magasin et où son père avait autrefois son bureau, Louis Charles Merlo s'appliqua à sa tâche pour laquelle il avait beaucoup d'inclination, étant plein de zèle pour le bien de la population, une population qui lui était chère et dont il connaissait déjà les besoins et les soucis, ayant été membre du Conseil municipal du quartier de la Rivière d'Abord avant la prise de l'île par les Anglais. Il possédait une surabondance d'activités qui donnait force et efficacité à ses entreprises ; toujours prêt à obliger ceux qui s'adressaient à lui, il prenait un vif intérêt à la prospérité de la ville qu'il administrait avec une sollicitude vraiment paternelle. Il était difficile de mettre plus de soins et d'exactitude dans les divers services dont il était responsable, plus de dévouement à ses devoirs envers ses administrés. Il joignait à une probité sévère, un caractère ferme et juste et plein de bonté qui captivait l'estime et l'affection de tous ceux — nombreux — qui avaient apprécié ses hautes qualités. »

Robert Merlo, Cercle Généalogique de Bourbon

Source

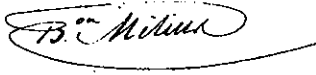
- Robert Merlo in bull. *Cercle Généalogique de Bourbon*
- C. Wanquet, *Histoire de la Révolution*, ed. J. Lafitte, 1981

Illustration : Louis-Charles Merlo (*Archives Familiales*)

MS

Pierre MILIUS

4 janvier 1773 - 11 août 1829



Gouverneur de la Réunion

Fils de Henri Milius et de Thérèse Monnerot, Pierre-Bernard Milius est né le 4 janvier 1773 à Bordeaux. Dès l'âge de 13 ans il commença sa vie professionnelle sur les navires de son père, armateur et négociant aux Chartrons. Ainsi de 1786 à 1793 il navigue entre la France et St-Domingue. En 1793 quand la guerre est déclarée avec l'Angleterre, il s'engage dans la Marine nationale. Chef de timonerie à son recrutement, il sera aspirant de 1^{re} classe puis enseigne de vaisseau en 1794, et lieutenant de vaisseau deux ans plus tard.

En 1800, il embarque sur le *Naturaliste* pour un voyage de découverte aux "terres australes" sous les ordres de Ferdinand-Alphonse Hamelin. Il fit escale du 16 mars au 24 avril 1801 à l'Isle de France en route pour Timor et l'Australie. Le 20 octobre 1801 en rade de Coupang (Timor) il est promu capitaine de frégate par Nicolas Baudin. Forcé de quitter l'expédition pour raison de santé en Australie, il s'embarque le 22 juillet 1802 pour l'Isle de France via la Chine.

Sa convalescence prend fin le 29 septembre 1803 quand Linois le charge de ramener la corvette *Le Géographe* en France. Son vaisseau touche St-Denis le 17 décembre 1803 et arrive au Port Louis (Morbihan) le 23 mars 1804 avec des effets d'histoire naturelle « pour l'Institut national et Madame Bonaparte ». Ses récits botaniques et zoologiques vont vivement intéresser les scientifiques.

Il retrouve un commandement de vaisseau pour mener la guerre contre les Anglais puis il passe en Italie comme directeur du port de Venise. Il rentre en France à la chute de l'Empire. Louis XVIII lui confie le commandement d'une division navale pour la reprise de possession de la Martinique et de la Guadeloupe conformément au Traité de Paris (30 mai 1814). Après une mission en Hollande il devient directeur du port de Brest.

Nommé gouverneur de l'île Bourbon, Milius arrive à St-Denis par le *Golo* le 7 septembre 1818. Un gouverneur tout-puissant car, ayant tiré les conséquences des dysfonctionnements de la précédente administration bicéphale Lafitte de Courteil, commandant-gouverneur/Panon Desbassayns, ordonnateur, le gouvernement royal va lui confier les deux pouvoirs. C'est grâce à son action que l'instruction va se développer dans l'île. Le Collège Royal de Bourbon est fondé le 24 décembre 1818 et confié au colonel

MILIUS Pierre

Maingard. Il fait construire la jetée du Barachois et lance les travaux du canal de la rivière St-Étienne pour conduire l'eau à St-Pierre. Accusé par certains de despotisme, il demandera son rappel de l'île. Il part le 14 février 1821.

Nommé gouverneur de la Guyane, il épouse Louise-Désirée du Buc le 14 novembre 1822 avant de rejoindre - en voyage de noces - sa nouvelle affectation le 12 mars 1823. Victime du climat, il rentre en France en mai 1825. Il reprend du service naval à la barre du *Scipion* et se distingue au combat de Navarin (20 octobre 1827). Il est promu Contre-amiral.

Il meurt à Bonbonne-les-Bains le 11 août 1829. Il est l'auteur de plusieurs publications dans les *Annales Maritimes et Coloniales*.

LA PREMIERE PIERRE DE L'EMBARCADERE DU BARACHOIS

Le 27 novembre 1819, à 7 heures et demi du soir, nous Pierre Bernard Milius, capitaine de vaisseau, chevalier des ordres royaux et militaires de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, commandant et administrateur pour le Roi, nous nous sommes transporté au bord de la mer, canton de Saint-Denis, au lieu dit le Barachois. De là accompagné de MM. les ingénieurs en chef nous avons déposé dans la fondation, sous la place destinée à recevoir la première pierre, une boîte de plomb de 19 centimètres carrés et de 2 millimètres d'épaisseur dans laquelle nous avons mis une plaque de plomb sur laquelle est notée l'inscription suivante :

Sous le règne de Louis XVIII, ce pont, objet des vœux de la colonie, fut entrepris par les soins de Pierre Bernard Milius (...)

Source

- Roger Espitalier-Noël in *Dictionnaire de biographie mauricienne*
- R. Lucas/M. Serviable, *Les gouverneurs de la Réunion, CRI, St-Denis, 1986*

Illustration : Signature de Milius (ADR)

MS



Jean-Louis MINOT

8 décembre 1783 - 11 mai 1856

**Vice- préfet apostolique
Curé de St-André**

Jean-Louis-Marie Minot est né à Combre dans le diocèse de Lyon le 8 décembre 1783. Petit berger dans une famille catholique, il grandit au milieu d'une répression anticléricale féroce et meurtrière pendant la période de la Révolution. Dès la réouverture des séminaires, le jeune Jean-Louis se présente au petit séminaire de St-Godard puis au grand séminaire de St-Irénée à Lyon. Ses études sont brillantes. Il est ordonné prêtre en juillet 1810. Il est nommé vicaire à Perreux puis curé de Rignas (Beaujolais).

En avril 1816, à la demande du ministère de la Marine, les vicaires généraux de Paris sollicitent les évêques de France pour l'envoi de prêtres à Bourbon, terre d'évangélisation. Le père Minot tenté par l'aventure missionnaire obtient la permission de partir. Le 30 août 1816, il embarque sur *Le Golo* (cpt de Langlard) ; à bord il y a également quatre autres prêtres et six frères des Ecoles Chrétiennes. Ils arrivent à St-Denis le 25 mai 1817. Le voyage a duré neuf mois.

Dès son arrivée, il est envoyé à St-André par Mgr Colin, préfet apostolique. Il n'y a alors ni église, ni presbytère. Tout a été rasé en mai 1795 suite au «sacrilège» de la nuit du 17 au 18 octobre 1794 : l'arbre de la liberté près de l'église avait été arraché. Les représailles avaient été terribles ; non seulement l'église fut détruite mais le quartier de St-André rayé de la carte.

Le père Minot décide de tout reconstruire. Voyant que le gouverneur Milius tardait à délivrer le permis de construire, il passe outre et fait commencer les travaux. Milius, agacé, ferma quand même les yeux. Malgré les déboires et les cyclones, l'église fut bénite le 30 novembre 1821, jour de la fête patronale en présence du nouveau gouverneur Freycinet.

Disposant d'espace autour de l'église, il invita les paroissiens à venir s'y installer. Il construisit même un pont (le pont Minot). L'agglomération de St-André était née.

Peu après, le père Minot s'embarqua pour la France pour défendre la nomination de sœur Thais, désignée localement à la tête de la congrégation de St-Joseph de Cluny. Non seulement sa démarche fut un échec mais le ministère de la Marine refusa de le laisser retourner à Bourbon. Il s'installa à Nantes au monastère de la Visitation et fut nommé chanoine.

MINOT

Le 4 septembre 1841, il put enfin regagner Bourbon. Mais à peine débarqué, Mgr Dalmond l'envoya à Madagascar. Il souffrit des rigueurs du climat et de l'impossibilité de communiquer avec la population locale. Et il revint à St-André.

Il s'occupa non seulement du bien-être moral mais également du confort des habitants. Pour régler les problèmes d'adduction, il fit capter l'eau du Bras-des-Chevrettes et la fit conduire jusqu'à la place de l'Eglise.

Le 20 décembre 1848, l'esclavage fut aboli. C'est le père Minot qui célébra la grande messe d'action de grâce sur la place du Gouvernement à St-Denis devant les autorités civiles et religieuses. Avant de partir à la retraite en 1853 pour être remplacé par le père Charles-Stanislas Morgant, il eut la joie de voir l'église de St-André consacrée le 23 juin 1852.

Il meurt le 11 mai 1856 (le 13 mai affirme le père Emile Baptiste). Son éloge funèbre est prononcé dans l'église de cette paroisse par Mgr Desprez, évêque de St-Denis, en présence du gouverneur Hubert-Delisle. Il est inhumé dans «son» église. Sur sa tombe on grava : «*De omnibus bene meritus*» (Entouré de l'estime universelle).

«J'ai vécu dans la période de l'esclavage, puis la loi d'abolition du 20 décembre 1848, loi porteuse de liberté... mais elle engendra, malgré elle, d'énormes souffrances chez les affranchis, les nouveaux «libres». L'état dans lequel se trouvaient les enfants, surtout les petits d'esclaves me bouleversa. L'Evangile me bousculait : «ce que tu fais au plus petit, c'est à moi que tu le fais...»

Père Minot

Sources

- Mgr Desprez, Eloge Funèbre in *Roussin*
- P. Emile Baptiste, St-André, *Ma Paroisse*, St-André, 1990

Illustration : Père Minot (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



Mgr Herbert **MONDON**

21 juin 1893 - 11 décembre 1962

Homme d'Eglise

Herbert-Louis-Raymond Mondon est né le 21 juin 1893 à St-Denis. Il fit ses études secondaires au lycée Leconte de Lisle où son père exerçait les fonctions de surveillant général. Entré au séminaire du Saint-Esprit à Paris, ses études théologiques furent interrompues par la Grande Guerre, pendant laquelle il connut la vie du combattant. Sa conduite exemplaire lui valut la croix de Guerre et la médaille Militaire. La guerre finie, il alla achever ses études au séminaire du Saint-Esprit et y fut ordonné prêtre le 29 juin 1920.

De retour à la Réunion le 4 septembre de la même année, il est aussitôt nommé vicaire à la cathédrale et administrateur de la paroisse de Sainte-Clotilde. Il est bientôt appelé à la cure de Notre-Dame de la Délivrance ; à partir du 7 juin 1923, il y assurera le service paroissial pendant quelques années. En même temps, il devint aumônier au lycée Leconte de Lisle. Titulaire dès 1923, il occupera ce poste jusqu'en juillet 1961, assurant ainsi l'instruction religieuse de trente-huit promotions de lycéens. Il se consacra à sa tâche d'éducateur avec amour, donnant le meilleur de lui-même. Les lycéens apprécèrent en lui son calme, sa fine psychologie et sa grande indulgence qui lui permirent d'établir avec eux ce contact tant recherché par les éducateurs.

Mais son activité ne s'arrêta pas là. Homme hautement cultivé, Herbert Mondon passa ses rares moments de loisir à étendre un savoir toujours plus grand. C'est ainsi qu'en 1933, il alla en France passer sa licence en droit, et l'obtint.

Parallèlement à ses fonctions de prêtre et d'aumônier, il enseigna avec compétence le droit romain à l'Institut d'Etudes Juridiques de la Réunion. Il fit des études sur l'histoire religieuse de l'Ile ; il les présenta à l'Académie de la Réunion, dont il fut membre pendant trente ans. Il fut aussi membre de la Société des Sciences et des Arts, et président de l'association générale des Anciens Combattants. On se souvient de sa communication à l'Académie sur «*Le Clergé et l'Esclavage à la Réunion*», le jeudi 9 juin 1938, qui fut radiodiffusée.

Les honneurs, le père Mondon les accepta avec la simplicité et la modestie qui le caractérisaient. Le 9 août 1935, Monseigneur de Langavant le nommait vicaire général du diocèse. Puis il fut fait chanoine honoraire, prélat à la maison de Sa Sainteté et enfin, il reçut la croix de chevalier de la Légion d'Honneur trois mois à peine avant sa mort.

MONDON

En dépit des honneurs, Monseigneur Mondon sut rester un homme simple, continuant à se rendre à son poste avec ce «vélo solex» que tant de monde connaissait à St-Denis.

Malade du cœur, Monseigneur Mondon dut partir d'urgence en Métropole le 24 novembre 1962 pour se faire soigner. Il fut terrassé par un infarctus le 11 décembre de la même année, à l'hôpital Pasteur.

Le 11 décembre 1963, la rue Mgr. Mondon fut inaugurée aux Camélias.

L'ÉGLISE PREND POSITION EN 1953

Catholiques de St-Denis.

Nous voici à la veille des élections municipales. Leurs conséquences, vous ne l'ignorez pas, peuvent être extrêmement graves pour vous tous, sans exception, dans tous les domaines et pour longtemps (...)

- 1) IL FAUT VOTER : ne pas le faire est une faute aussi grave que de voter communiste ; dans le cas présent, c'est lui laisser la route grand ouverte !...
- 2) ON NE PEUT PAS, ON NE DOIT PAS VOTER «COMMUNISTE», sous quelque prétexte que ce soit ; insister davantage serait faire injure à des Chrétiens.
- 3) Dans la circonstance actuelle où se trouve formellement déclarée de part et d'autre l'impossibilité d'entente des deux listes non communistes et toujours conformément aux principes donnés dès le début, ON NE PEUT PAS ET ON NE DOIT PAS TENIR COMPTE de la NOUVELLE LISTE «INDÉPENDANTE» pour ce motif évident : ce serait une erreur et même une faute que de disperser ses efforts alors que les communistes FONT BLOC.
- 4) Il ne reste donc, non seulement comme possible, mais comme SEULE VALABLE POUR TOUS que la LISTE ANTI-COMMUNISTE déjà présentée en avril. TOUS DOIVENT VOTER POUR CETTE LISTE-LA (bulletin vert)...

Fait à St-Denis ce 24 septembre 1953

Mgr. Mondon

Source

Croix Sud / Dieu et Patrie, 23 décembre 1962, n° 51

Photo : Mgr Mondon (Archives Départementales de la Réunion)



Raymond MONDON

9 juillet 1917 — 6 août 1972

Député de la Réunion

Fils d'Elina Mondon, Antoine-Charles-Raymond Mondon est né à St-Louis dans une famille très modeste, le 9 juillet 1917. En septembre 1933, il est le seul garçon de la colonie à réussir le concours d'entrée au Cours normal mixte de Saint-Denis. Il sera instituteur et quitte St-Louis pour l'immeuble construit à la "cathédrale cassée" de St-Denis.

Titulaire du brevet supérieur en juillet 1936, il part à 19 ans pour sa première affectation à Cilaos. L'île est alors en pleine effervescence politique et syndicale. Il y puisera les raisons de son engagement politique et socio-éducatif. Il participe le 5 septembre 1936 à la création de la section locale du Syndicat National des Instituteurs (SNI) et, le 21 juillet 1938, à l'Union Départementale Réunionnaise des Syndicats et Fédérations. Militant cégétiste, on le voit souvent à côté du Dr Raymond Vergès sur le front des luttes.

Sur le plan professionnel, il enseigne à Piton St-Leu, puis à Grand-Bois et à St-Louis. Mobilisé en 1939, il retrouve en septembre 1947 un poste au Port où il devient directeur de l'école des garçons. Il dirige l'établissement, il y enseigne, il se préoccupe du quotidien difficile et des loisirs de ses 632 élèves. Il va ainsi s'investir totalement dans l'animation sportive et les centres de vacances pour les jeunes. En 1949, il est le cofondateur de la Fédération des Œuvres Laïques ; il en sera membre jusqu'à sa mort. Deux ans plus tard, en 1951, il est un des fondateurs de l'Office Central de la Coopération à l'École (OCCE) avant de créer, avec d'autres militants, la Jeunesse en Plein Air (JPA). En mars 1952, il lance des cours pour adultes bénévolement dans son établissement.

Syndicaliste —il sera le successeur d'Agénor Dutremblay comme secrétaire-général du SNI de 1960 à 1964—, mutualiste —il sera administrateur de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN)— Membre fondateur de la Fédération Réunionnaise du Parti Communiste Français le 30 novembre 1947, il est élu conseiller municipal de Saint-Pierre le 19 octobre de la même année. Nommé adjoint au maire (Fernand Colardeau), il sera élu en octobre 1949 conseiller général de la Ravine des Cabris (St-Pierre).

Le 2 janvier 1956 Raymond Mondon est élu député de la Réunion. A ces législatives au scrutin de liste, la liste Paul Vergès/Mondon/Mme Amelin obtint, avec 36 396

MONDON Raymond

voix, deux sièges contre un à la liste Babet (20 850 voix). Son mandat sera écourté par la chute de la IV^e République et les événements d'Algérie en 1958. Aux législatives du 23 novembre 1958, il est battu dans des conditions "particulières" dans la 3^e circonscription, obtenant 2879 voix contre 21559 à Marcel Cerneau (élu). Il sera alors de tous les combats contre la fraude, la violence et l'injustice, notamment pour l'abrogation de l'ordonnance du 15 octobre 1960 (dite ordonnance Debré) permettant la mutation d'office en Métropole de tout fonctionnaire critiquant le pouvoir local. L'ordonnance sera abrogée quelques mois seulement après sa mort. Colistier de Paul Vergès le 5 mai 1963 à l'élection législative partielle dans la première circonscription, le ticket PCR est battu par Michel Debré.

En septembre 1959, Raymond Mondon prend la direction de l'école des garçons des Camélias à St-Denis. Il y restera en poste jusqu'à sa mort d'une crise cardiaque dans la cour même de l'école le 6 août 1972. Le deuil fut populaire et unanime.

le stade municipal de St-Louis, sa commune natale, et l'école primaire Ruisseau des Noirs à St-Denis portent son nom. Il avait épousé Lise-Jeanne-Aricie Grondin.

LES RETARDS À L'ÉCOLE

"Je crains, cependant que, cette année encore, les crédits prévus dans le budget ne soient pas en rapport avec cette situation et que bon nombre des mes petits compatriotes ne connaissent pas de sitôt les bienfaits de l'instruction comme leurs frères de la Métropole. (...) La plupart des enfants de moins de 6 ans, de ce fait, à la rentrée d'octobre prochain, ne trouveront pas de place dans nos écoles maternelles. Ceux de plus de 6 ans connaîtront encore plus souvent des classes à mi-temps, et ceux de 12, 13 et 14 ans verront se fermer devant eux les portes des cours complémentaires aux effectifs déjà pléthoriques".

Raymond Mondon, discours à l'Assemblée Nationale le 14 juin 1956

Source

Collectif : *En hommage à Raymond Mondon*, FOL, 1972

Illustration : Raymond Mondon (Archives Familiales)

MS



Alexandre MONNET

4 janvier 1812 - 1^{er} décembre 1849

Prêtre abolitionniste

Alexandre-Hippolyte-Xavier Monnet est né le 4 janvier 1812 à Mouchin près de Lille. En 1825, il entre au petit séminaire de Cambrai. Ordonné prêtre en 1837, il veut partir comme missionnaire pour les terres lointaines, mais il n'obtient pas immédiatement l'autorisation de son évêque de quitter le diocèse. Alors il exerce comme missionnaire dans sa paroisse de Dompierre.

En 1840, le nouvel évêque de Cambrai accède enfin au souhait du père Monnet. Après un stage au séminaire de St-Esprit, le père Monnet est envoyé à Bourbon. Il y arrive le 9 juin 1840 après 88 jours de traversée éprouvante, accompagné de son frère. Ce dernier également catéchiste est embauché par Mme Desbassayns et a sous son autorité 300 Noirs.

Avec le soutien de la famille Desbassayns le père Monnet s'installe comme vicaire à St-Denis. Son dynamisme le gratifie du surnom bienveillant de *«tambour-major des prêtres de la colonie»*. Mais son engagement auprès des Noirs lui rend l'esclavage insupportable. Pour lui le nègre n'est pas une bête mais un être humain. Ce sera le début de la rupture du père des Noirs avec les colons. Le père Monnet estime que le catholicisme est la garantie que l'abolition de l'esclavage (avec indemnisation comme à Maurice) se fera sans heurts.

Le père Monnet apprend le créole pour catéchiser, met en place un fonds de secours mutuel pour les esclaves et fonde la mission de la Rivière-des-Pluies reprise plus tard par le père Levavasseur. En 1841 et 1842, il construit de ses mains l'église de la Rivière-des-Pluies. Le 20 juin 1847, Mgr Monnet s'embarque au Havre sur le *Calcutta* accompagné des pères Blampin et Schwindenhammer (St-Cœur de Marie) et Lefer et Cyprien (séculier) et de Mgr Poncelet. Il vient d'être doublement honoré : Paris lui a remis en 1845 la croix de la Légion d'Honneur et le Pape Pie IX l'a nommé vice-préfet apostolique de Bourbon après une audience privée.

Le 12 septembre 1847, le navire arrive en rade de St-Denis accueilli par une foule menaçante. Le gouverneur Graëb est absent de St-Denis et les forces de l'ordre ne réagissent pas. Les attroupements et les injures redoublent le lendemain. *«A bas Monnet, mille piastres, mille cinq cents piastres pour celui qui nous apportera sa tête...»*. Le gouverneur Graëb n'arrive à St-Denis que le 14. Il tente vainement de convaincre Mgr

MONNET

Monnet de partir. Et le 28 septembre Mgr Monnet est embarqué de force la nuit sur le *Pionnier*.

Cette expulsion contraire à la politique du gouvernement sera sanctionnée. Graëb sera rappelé et le courant abolitionniste renforcé. Le 5 novembre 1848, le Père Monnet est sacré évêque de Gella.

Il meurt à Mayotte le 1^{er} décembre 1849. Il sera inhumé en l'église de St-François-Xavier à la Rivière-des-Pluies qu'il avait construite de ses mains.

"Le gouvernement m'a rendu justice complète ! Le gouverneur est rappelé, et l'on désire que je retourne avec le nouveau gouverneur qui sera chargé de me protéger contre la cabale impie qui s'était formée à Bourbon, pour faire opposition à la religion et au gouvernement, et empêcher la liberté des noirs (...) j'ai bien l'immense majorité pour moi mais la petite minorité ne mettra pas moins ma vie en danger."

Mgr Monnet, 15 janvier 1848

Source

Prud'homme, *Histoire Religieuse de la Réunion*, Paris, Karthala, 1984

Illustration : R.P. Monnet (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



François Gédéon
BAILLY de MONTHION

27 janvier 1776 - 7 septembre 1850

Général d'Empire

François-Gédéon, troisième enfant d'Alexis Bailly de Monthion et de Marie-Anne-Marguerite Duval son épouse, est né le 27 janvier 1776 à St-Denis. Son père est ingénieur à Bourbon et sa mère la fille de Pierre-François Duval, ancien assesseur au Conseil Supérieur. De par sa mère, François-Gédéon descend de Françoise Chastelain.

Comme tous les fils de famille, il quitta l'île pour des études à Paris. Le 24 février 1793, en pleine tourmente révolutionnaire, il entra comme sous-lieutenant dans le 74^e régiment de ligne du Beaujolais. Il avait alors 17 ans. Il fit ses premières campagnes dans les armées de la Moselle et du Nord. Suite au décret ordonnant la destitution des officiers appartenant à la noblesse, il quitta l'armée en septembre 1794. Mais sa valeur était telle qu'il reprit du service comme aide-de-camp du général Turreau peu après. Ce dernier était alors commandant en chef de l'armée des Pyrénées Orientales. Il fit l'éloge de l'intelligence et du sang-froid du jeune Bailly de Monthion.

L'arrestation momentanée de Turreau le fit passer dans l'état-major des généraux Beaupuy et Carclaux dans l'armée de l'Ouest. Sa promotion fut rapide : lieutenant le 20 janvier 1795, adjoint au capitaine général Robert le 27 septembre de la même année, adjudant adjoint le 6 octobre 1796 avant d'être rappelé comme aide-de-camp de Turreau le 21 septembre 1797. Partout, il fut en première ligne.

En 1800, il se couvre de gloire dans l'armée d'Italie. Confirmé comme chef d'escadron par Bonaparte en personne après Marengo, il est l'homme des missions délicates à l'intérieur des lignes ennemies. En 1801, il devient chef d'état-major des divisions militaires du Simplon et du Valais. Pour sa bravoure, il reçoit des mains de Bonaparte la Légion d'Honneur en 1804.

En 1805, Monthion fut rattaché à l'état-major particulier du ministre de la Guerre, Alexandre Berthier. A Austerlitz, il fut fait colonel et obtint la croix d'officier de la Légion d'Honneur et celle du Mérite de Bavière. Il changea alors de registre et fut envoyé en mission diplomatique en terres germaniques. En 1806, il repartit au feu comme aide major général. Le 11 juillet 1807, alors qu'il venait d'être nommé gouverneur de Tilsitt, il fut fait commandeur de la Légion d'Honneur. En 1808, Monthion fut élevé au rang de général de brigade et assista le prince Murat comme chef d'état-major. C'est lui qui

MONTHION

reçut de Charles IV la révocation de sa déclaration d'abdication. A l'arrivée de l'empereur en Espagne, il reçut encore le témoignage de son estime.

En 1809, il abandonna la péninsule ibérique pour la lutte contre l'Autriche et se couvrit de gloire. Il fut fait comte avec la Grand' Croix de Hesse et la croix de commandeur de Wurtemberg. En 1811, il commanda la frontière franco espagnole avec une division d'infanterie installée à Bayonne. Chef d'état-major de la Grande Armée en 1812, il fut promu général de division le 4 décembre 1812 et fait grand officier de la Légion d'Honneur le 4 novembre 1813.

Blessé à Waterloo, ce bonapartiste revint à la vie active militaire sous les Bourbon dans le corps royal d'état-major créé le 6 mai 1818 par le maréchal Gouvion-St-Cyr. Inspecteur général d'infanterie, Grand' Croix de l'ordre royal de la Légion d'Honneur, il fut élevé à la pairie en 1830. Il mourut à Paris le 7 septembre 1850.

En 1855, son buste fut exécuté et placé à Versailles sur un dessin de sa fille unique la comtesse Pajol. Une réplique en plâtre de ce buste fut envoyée à Ste-Marie qui avait revendiqué, à tort, d'être la commune de naissance du général. C'est son frère François Amédée qui vit le jour à Ste-Marie le 11 mars 1774. En décembre 1874, fut inauguré, au rond-point du Jardin de l'Etat un buste du général réalisé par son gendre le comte Pajol. Une rue du chef-lieu porte également son nom.

ACTE DE NAISSANCE D'UN HEROS

«Le douze février mille-sept-cent-soixante-seize, a été baptisé François Gédéon Bailly né le vingt-sept du mois précédent, même année, fils légitime de Monsieur Alexis Bailly de Monthion et de Dame Anne Marguerite Duval, son épouse. Il a eu pour parrain Jacques Gédéon Lesueur de Petitville, ancien avocat au Parlement, conseiller du Roi, juge civil, criminel et de police de la juridiction royale de l'île de Bourbon et pour marraine Dame Françoise Grulle, épouse de Monsieur Gillot Létang qui tous deux ont signé avec nous».

E. Gillot

Guyomar, Prêtre missionnaire

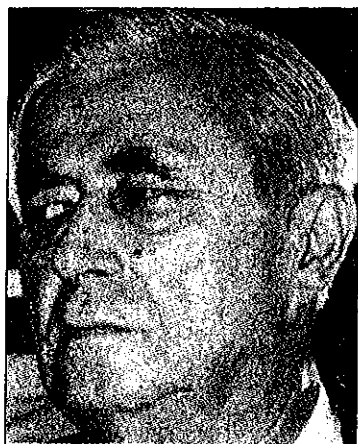
Bailly de Monthion

Lesueur de Petitville

Source

P. Legras in *Album de l'île de la Réunion*, IV^e vol., St-Denis, Roussin, 1867

Illustration : Bailly de Monthion (Roussin, *Album de la Réunion*)



**Paul
MOREAU**

2 juillet 1929 - 1er juillet 1995

**Maire de Bras-Panon
Sénateur de la Réunion**

Fils d'Armand-Maurice-Gervais-Alexandre Moreau et de Marie-Émilie Bouquet, René-Paul-Ferdinand-Marie Moreau est né à la Plaine des Palmistes le 2 juillet 1929 dans une famille d'agriculteurs.

À 17 ans, il quitte l'école pour subvenir aux besoins de sa famille. Il perd ses parents quatre ans plus tard. Il fonde et dirige la Coopérative de vanille naturelle. Il se bat pour développer des filières à l'export (ananas) et l'agro-alimentaire.

Entré en politique pour défendre les agriculteurs, il devient à 29 ans, maire de la commune de Bras-Panon. Il en fera la capitale agricole de la Réunion et de l'océan Indien. La Foire agricole de Bras-Panon, instituée à son instigation, devient le grand rendez-vous des producteurs de l'île et de la zone indioocéanique.

Pendant 36 ans il sera maire de Bras-Panon et, pendant 30 ans, conseiller général du canton-commune. Il assurera la vice-présidence de l'assemblée départementale de 1982 à 1988. Il est aussi conseiller régional de 1982 à 1986 et membre de la Chambre d'Agriculture de 1983 à 1987.

Gaulliste de la première heure, fidèle de Michel Debré, il est choisi pour être le suppléant de Paul Bénard aux sénatoriales du 25 septembre 1983. Apparemment tout sépare les deux Paul, tant dans les comportements politiques que dans leur personnalité même. La largeur d'une île les sépare également : Paul Bénard est maire de St-Paul à l'Ouest. Le ticket est élu. Au décès de Paul Bénard le 3 février 1987, Paul Moreau intègre la Haute assemblée.

Membre du groupe Rassemblement Pour la République (RPR) au Sénat, il siège au sein de la Commission des affaires économiques et du Plan. Lors de l'instauration du Revenu Minimum d'Insertion (RMI), il obtient que les nouvelles dispositions soient applicables de plein droit dans les départements d'outre-mer. Il est attentif à tous les dossiers sensibles : déficit de logements sociaux à la Réunion, dérive de "l'assistanat de nombreux attributaires du RMI".

Il est réélu aux sénatoriales de septembre 1992.

Sa santé se dégradant rapidement, il ne brigue pas un autre mandat cantonal en 1994 et ne se porte pas candidat aux municipales de juin 1995. Jean-Marie Foudrin (div. droite) devient conseiller général et maire de Bras-Panon.

MOREAU Paul

Il meurt le 1^{er} juillet 1995 et fut enterré le lendemain, le jour de son anniversaire. L'éloge funèbre fut prononcé par Jean Atchapa, son fidèle premier adjoint avant l'inhumation au cimetière de St-Benoît. Le 53^e BCS des FAZOI (Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien) rendit les honneurs militaires en présence du Préfet Pierre Steinmetz, du sénateur Lagourgue et du Président du Conseil général, Christophe Payet. Au sénat, René Monory présenta l'éloge funèbre le 25 juillet 1995 avant d'accueillir son suppléant, Edmond Lauret.

Paul Moreau était officier de l'Ordre national du mérite, officier du Mérite agricole et chevalier des Palmes académiques. Une stèle en sa mémoire sera dévoilée à Rivière-Noire, île Maurice, le samedi 26 octobre 1996 par Jean-Noël Péres, Président de district. Paul Moreau avait œuvré pour le jumelage de sa commune avec le district de Rivière-Noire.

L'HOMMAGE D'UNE COMMUNE

«Aujourd'hui dans une petite commune de l'Est des larmes coulent en silence. Toute une population pleure la disparition de celui qui aura donné plus à son peuple qu'à sa famille. Pleurez braves gens : pleurez que vos larmes soient acceptées par celui qui repose en ces lieux : même si pour certains ces larmes étaient signes de repentir. Paul Moreau nous a donné l'exemple d'une vie droite et sans détour. Aujourd'hui, sur sa tombe rendons lui hommage et soyons les dignes héritiers d'une succession où la reconnaissance l'emporte sur la haine et la rancœur.»

Jean Atchapa, ancien 1^{er} adjoint au maire.

Source

Archives Familiales

Illustration : Paul Moreau (Archives Familiales)

MS



Anne MOUSSE

10 août 1668 - 19 mars 1733
10 avril

La première créole

Fille de Marie Caze (Cazo) et de Jean Mousse (Mouso) deux esclaves (?) malgaches de la Compagnie des Indes, Anne naquit à la Réunion et fut baptisée le 14 août 1668. Ses parents furent amenés dans l'île probablement par Louis Payen en 1663. Anne serait ainsi la première fille créole née dans l'île ; elle est à coup sûr une des «grand'mères» des Réunionnais.

Elle fut mariée tôt à Noël Tessier. Les noces furent célébrées vers 1687. Le marié originaire de Vannes (Bretagne) avait échappé par miracle au massacre de Fort Dauphin le 27 août 1674. Il y avait 34 ans de différence entre la jeune fille et le marié quinquagénaire. Elle lui donna huit enfants : Noël, l'aîné, qui épousa Anne Maillot, Hyacinthe marié à Marie Guichard, Jeanne mariée à Yves le Bègue, Rose mariée à Manuel de Cotte, Julienne mariée à Michel Crosnier, Louise mariée à Michel Maillot, Marie et Ursule décédées en bas âge.

Le couple s'installa sur une vaste propriété à Ste-Marie concédée par le gouverneur Vauboulon. Ils cultivaient la terre et pratiquaient l'élevage. Ils avaient également une résidence à St-Denis au lieu-dit Butor.

Les bonnes manières d'Anne et son honnêteté furent appréciées de tous, et elle devint «la souveraine incontestée de Ste-Marie».

Noël Tessier décéda le 7 mai 1721 à l'âge de 87 ans. Anne se remaria, après huit mois de veuvage, le 27 janvier 1722 avec Domingue Ferrère. Cette fois le marié avait 34 ans et la mariée 54 ans.

Catholique pieuse, elle fit édifier en 1729 une chapelle à la Pointe Ste-Marie. Et sur son lit de mort, elle exigea comme dernière volonté, la création d'une église paroissiale de plein exercice avec presbytère et cimetière. Toute la famille de la défunte — et même sa vieille mère qui lui survécut — se mit au travail après sa mort survenue le 19 mars 1733.

Et ce rêve devint enfin réalité en 1754.

MOUSSE

UNE BONNE MENAGERE

« Cette femme fait beaucoup parler d'elle, mais avec cela, très bonne ménagère ; c'est elle qui fait valoir sa maison, elle vit fort à son aise, car pour lui, il est hors d'état de rien faire, c'est un bonhomme qui ne peut remuer de vieillesse et qui ne bouge de chez lui ».

A. Boucher, Mémoires

Source

R.P. Barassin in *Mémoire de Boucher*, St-Denis, Mascarin, 1989

Illustration : Mulâtresse esclave (Hastrel)